



**JUIN 2004**



**RAPPORT DE GESTION**  
1<sup>er</sup> semestre 2004

## Chiffres clés

### Groupe : données consolidées

EN MILLIONS D'EUROS	30/06/04	30/06/03	30/06/02	VARIATION % 2004/2003
<b>BILAN</b>				
Dépôts clientèle	14 335,3	13 824,7	13 313,0	+ 3,7
Crédits clientèle	18 014,2	16 301,6	14 708,6	+ 10,5
Capitaux propres	1 163,6	1 111,7	1 038,9	+ 4,7
Encours créances douteuses (montant brut)	1 128,5	1 120,8	976,9	+ 0,7
Stock de provision pour créances douteuses	-688,4	-706,7	-727,4	- 2,6
<b>TOTAL DU BILAN</b>	<b>27 592,4</b>	<b>25 508,0</b>	<b>24 358,2</b>	<b>+ 8,2</b>
<b>ACTIFS GÉRÉS</b>	<b>31 374,2</b>	<b>31 560,1</b>	<b>31 469,1</b>	<b>- 0,6</b>
<b>RÉSULTATS</b>				
Produit Net Bancaire	649,4	599,2	584,1	+ 8,4
Résultat Brut d'Exploitation	212,1	176,6	178,1	+ 20,1
Résultat courant avant impôt	178,2	152,3	146,9	+ 17,0
Bénéfice net (part du Groupe)	115,5	96,3	90,3	+ 19,9

## Chiffres clés

RATIOS (en %)	30/06/04	30/06/03	30/06/02
Coût du risque / Encours de crédits	<b>0,39</b>	0,36	0,44
Capitaux propres / Total du Bilan	<b>4,22</b>	4,36	4,27
Ratio Cooke <sup>(1)</sup>	<b>9,31</b>	9,11	9,38
Part des fonds propres durs <sup>(2)</sup> / Encours pondérés <sup>(1)</sup>	<b>6,78</b>	6,66	6,76

Crédit du Nord social (société mère)	30/06/04	30/06/03	30/06/02	VARIATION % 2004/2003
<small>EN MILLIONS D'EUROS</small>				
Produit Net Bancaire	<b>483,5</b>	442,8	441,4	+ 9,2
Résultat Brut d'Exploitation	<b>189,7</b>	156,6	169,3	+ 21,1
Résultat net	<b>123,9</b>	102,7	118,6	+ 20,6

<sup>(1)</sup> Ces ratios sont présentés à titre d'information pour apprécier la rentabilité du Groupe Crédit du Nord puisqu'il convient de rappeler que compte tenu de son actionariat, le Groupe Crédit du Nord n'est pas assujéti individuellement au respect des ratios réglementaires de solvabilité.

<sup>(2)</sup> Tier One

# Rapport de gestion

## JUIN 2004

### **L'environnement économique est redevenu plus favorable.**

Le premier semestre de 2004 a été marqué par une croissance de l'économie française légèrement supérieure aux attentes, se situant sur un rythme annuel de l'ordre de 2%. C'est avant tout à la demande intérieure que l'on doit cette reprise de l'activité. La consommation des ménages a été plutôt satisfaisante en début d'année grâce à un recul du taux d'épargne; l'investissement des entreprises confirmait son redressement de la fin 2003 après deux années de repli.

Le contexte de reprise restant néanmoins encore fragile au sein de la zone euro, la Banque Centrale Européenne n'a pas été conduite à revoir le niveau de ses taux d'intérêt. Si les taux courts sont par conséquent demeurés inchangés à un bas niveau tout au long du semestre, les taux longs ont eu tendance à se tendre en fin de période, atteignant 4,40% en juin contre 4,00% en mars.

La remontée des indices boursiers observée au cours du second semestre 2003 a été suivie par une phase de consolidation autour des niveaux atteints en fin d'année dernière. Le CAC 40 a oscillé dans un couloir compris entre 3 600 et 3 800, ce qui lui permet tout de même d'afficher une belle progression de 28% en moyenne sur le semestre par rapport à la même période de 2003.

### **Les résultats du groupe Crédit du Nord sont excellents, en nette progression sur ceux de 2003.**

Dans ce contexte plus favorable, le groupe Crédit du Nord a confirmé et amplifié les excellents résultats enregistrés au cours du second semestre 2003. Le PNB a progressé de 8,4%, le RBE de 20,1% et le résultat net part du groupe de 19,9% pour atteindre 115,5 M€ conduisant à un ROE comptable annualisé de 20,4% pour un ratio Cooke Tier one de 6,8%.

Pour la première fois depuis quatre ans, l'ensemble des composantes du PNB ont été contributives à la progression des revenus ce semestre. La marge sur dépôts, qui voyait ces dernières années l'effet des hausses de volume plus que compensé par l'érosion des taux de marge, a cette fois progressé grâce à la très bonne orientation des dépôts à vue des particuliers et des entreprises.

L'accroissement des disponibilités de nos clients est un symptôme de la faible incitation à une gestion active de trésorerie que constitue le niveau des taux courts mais aussi de l'attentisme qui demeure en dépit des améliorations de l'environnement économique.

La marge sur crédit est restée très dynamique grâce à des progressions de volumes toujours très fortes quoiqu'en ralentissement. Après l'exceptionnel premier semestre 2003, la production de crédits à l'habitat est en retrait sur l'année précédente, mais néanmoins s'établit à un niveau historiquement élevé.

Les commissions bancaires ont de nouveau progressé significativement grâce au développement rapide de nos fonds de commerce et à l'effort constant d'équipement de nos clients. A titre d'illustration, le lancement du contrat d'assurance prévoyance Sécurité Epargne destiné à compléter l'épargne confiée par nos clients en cas de décès est un succès avec près de 38 000 souscriptions cinq mois après le lancement.

Les commissions financières enfin, ont confirmé leur redressement du second semestre 2003. Elles ont bénéficié de la stabilisation des indices boursiers à un niveau sensiblement supérieur à celui du premier semestre 2003, dans un contexte où les épargnants demeurent toutefois extrêmement prudents dans leurs placements. Afin de répondre à cette demande de sécurité, le semestre a été marqué par le lancement d'un fonds garanti, Etoile Garanti Avril 2010, éligible au PEA et d'un TSR à 4,70% sur 12 ans qui ont permis de collecter respectivement 45 et 50 MEUR.

La gamme d'OPCVM conçus et gérés par Etoile Gestion a été récompensée par divers organismes et publications spécialisés parmi lesquels il est possible de citer Morningstar qui a attribué la note maximale de 5 étoiles à 8 OPCVM de la gamme, ou Europerformance qui a classé 9 fonds d'Etoile Gestion parmi les 10 premiers de leur catégorie.

Ce semestre a également été celui de l'aboutissement des réformes gouvernementales engagées en 2003 en matière de retraite avec la publication des décrets instituant d'une part le PERP pour l'épargne retraite individuelle et d'autre part le PERCO pour l'épargne retraite dans le cadre de l'entreprise. Ceci a permis au groupe Crédit du Nord de compléter son offre de solutions pour la préparation de la retraite et à lancer la

# Rapport de gestion

## JUIN 2004

commercialisation d'Antarius PERP et d'Etoile PERCO dès la fin du deuxième trimestre.

La société de bourse Gilbert Dupont a vu la qualité de ses services reconnue par le bureau d'études londonien AQ Publications qui l'a classée en deuxième position dans le classement des meilleures recommandations sur les valeurs du MIDCAC et en troisième position dans celui des meilleures recommandations pour l'ensemble des actions cotées à Paris. La société de bourse a en outre réalisé le placement des 19 M€ d'augmentation de capital de la SSII SWORD Group pour laquelle le Crédit du Nord était chef de file ; il s'agissait du premier appel au marché de la part d'une société moyenne depuis deux ans.

### La croissance organique a été soutenue.

Les excellentes performances financières du groupe sont sous-tendues par un très grand dynamisme commercial. Le développement des fonds de commerce sur les marchés des professionnels et des entreprises est extrêmement rapide et se traduit pas des entrées en relation de qualité.

Il faut signaler également les très bons résultats obtenus sur le marché des institutionnels où le savoir faire du groupe en matière de gestion des flux lui a permis de remporter un certain nombre d'appels d'offres lancés par de grands organismes tels que les CPAM, les URSSAF ou les Chambres de Commerce et d'Industrie. Le Crédit du Nord traite ainsi désormais les flux des 9 CPAM de la Région Nord - Pas de Calais.

La conquête de nouveaux clients reste bonne mais a été plus difficile sur un marché des particuliers marqué par une concurrence débridée en matière de conditions sur les crédits acquéreurs. La volonté du groupe Crédit du Nord de préserver à la fois ses marges et le niveau de ses risques l'a conduit à ne pas suivre cette surenchère.

Afin de soutenir cette croissance organique, le rythme des ouvertures de nouvelles agences s'est singulièrement accéléré au cours du premier semestre. 14 nouveaux points de vente ont ainsi été ouverts au public dans des zones choisies pour leur potentiel mixte à la fois sur le marché des particuliers et sur celui des professionnels.

Il est possible de citer parmi les nouvelles implantations Charenton, Valbonne, Tours, Saint-Médard en Jalles, La Verpillère, Obernai.

### Le projet ambitieux de refonte du poste de travail des conseillers en agence est entré en exploitation au cours du semestre.

Le groupe Crédit du Nord est engagé depuis maintenant 4 ans dans une série de chantiers visant à moderniser tant ses outils que ses modes de travail.

Le projet informatique de rénovation du nouveau poste de travail des conseillers en agence (Chopin) a été déployé entre avril et juin 2004. Cet outil doté d'une ergonomie moderne a été conçu autour de situations de travail réelles ; son accueil par les utilisateurs a été très favorable et sa mise en œuvre n'a pas rencontré de problèmes techniques majeurs.

Ce nouveau poste de travail va permettre de contribuer dans les trimestres à venir, à la mise en œuvre du programme de révision des process engagé par le groupe depuis deux ans, qui consiste à redéfinir le mode de travail en agences afin de concentrer les activités de ces dernières sur les tâches commerciales.

Parmi les autres projets majeurs du groupe, il convient de citer l'externalisation de la conservation de nos titres à la Société Générale dont les travaux sont en cours pour un démarrage au 1<sup>er</sup> janvier 2006.

Enfin, les deux grands projets réglementaires que sont le passage aux nouvelles normes comptables IFRS et aux nouvelles normes prudentielles Bâle II, sont en phase avec les calendriers qu'imposent ces réformes. Le groupe Crédit du Nord a d'ores et déjà procédé à un certain nombre d'évolutions de systèmes et de procédures comptables et sera prêt à publier ses comptes en accord avec les nouvelles normes comptables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005. Pour ce qui concerne Bâle II, dont les échéances sont un peu plus lointaines mais qui doit se fonder sur des données historiques sur une longue période, les travaux sont également bien engagés.

# Rapport de gestion

JUIN 2004

## Activité commerciale

L'analyse de l'activité commerciale du Groupe Crédit du Nord couvre le périmètre de l'ensemble des banques du Groupe (toutes intégrées depuis novembre 2001 dans le système d'information commun), c'est à dire le Crédit du Nord et ses six filiales bancaires, les banques Courtois, Rhône-Alpes, Tarneaud, Laydernier, Nuger et Kolb. Les séries historiques ont été reconstituées sur ce périmètre.

Les indicateurs présentés sont relatifs à l'activité en euro. Les encours repris correspondent aux encours moyens semestriels alors que les évolutions touchant aux fonds de commerce comparent des chiffres de fin de période (fin juin).

### Poursuite du développement des fonds de commerce.

Le rythme de progression du nombre de clients particuliers est demeuré proche de celui qui a été observé ces dernières années. Le nombre d'entrées en relation avec de nouveaux clients se maintient à un niveau élevé en dépit de la moindre contribution cette année du crédit à l'habitat comme vecteur de conquête.

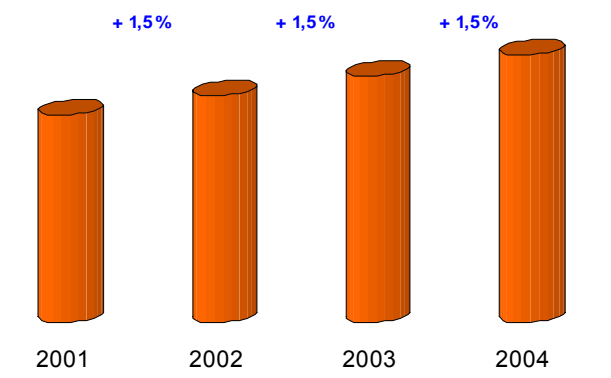
En complément des efforts déployés pour attirer de nouveaux clients, l'attention a été portée ce semestre sur la prévention des départs.

### FONDS DE COMMERCE PARTICULIERS

(au 30 juin)

Nombre de clients (milliers)

1 188	1 206	1 224	1 242
-------	-------	-------	-------



Pour cela, un score de fidélisation a été mis à la disposition des conseillers. Ce score leur permet de détecter très en amont le risque de fragilisation d'une relation et de mettre en œuvre les mesures nécessaires pour renforcer les liens entre le client et la banque.

Fruit du dynamisme commercial des collaborateurs, l'équipement des clients a continué à se développer rapidement. La proportion de clients équipés de trois produits ou plus continue sa progression et le nombre de packages Norplus a encore augmenté de 4,6%. Désormais 59,5% des comptes sont équipés de ce package qui constitue le cœur de notre offre en matière de services de banque au quotidien contre 58,0% un an plus tôt.

Les canaux de contact et de vente à distance, complémentaires du réseau d'agences, continuent de voir leur utilisation croître fortement. Le nombre d'appels identifiés sur notre serveur vocal Etoile Direct a progressé de 14,5% ce semestre pour atteindre près de 300 000 par mois en moyenne alors que le nombre de connexions au site Internet dédié au marché des particuliers a progressé de 45,9% à près de 650 000 par mois.

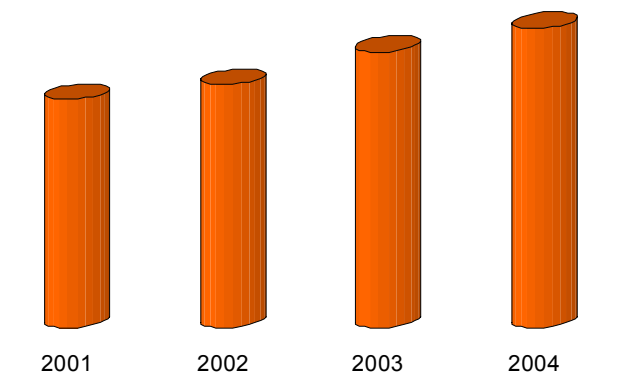
Les informations financières disponibles sur le site Internet ont été largement enrichies grâce à un partenariat signé avec Boursorama, opérateur de référence en la matière, qui met à la disposition de nos clients un site personnalisé sous le label Crédit du Nord by Boursorama.

### FIDELISATION DE NOTRE CLIENTELE

(au 30 juin)

Équipement trois produits et plus (en %)

63,7	64,6	66,6	68,0
------	------	------	------



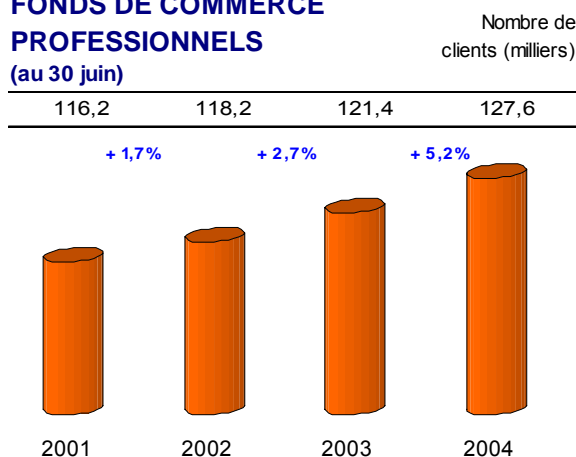
Les taux de croissance sont calculés sur la base des chiffres exacts et non sur la base des chiffres arrondis présentés dans les graphiques. Cette remarque vaut pour l'ensemble des graphiques du rapport.

# Rapport de gestion

**JUIN 2004**

Le semestre a également été marqué par une nouvelle attribution à notre plate-forme de banque à distance des Casques d'or 2004 de la « Meilleure relation client par téléphone en B to C » et du « Meilleur centre d'appels français ».

## FONDS DE COMMERCE PROFESSIONNELS (au 30 juin)



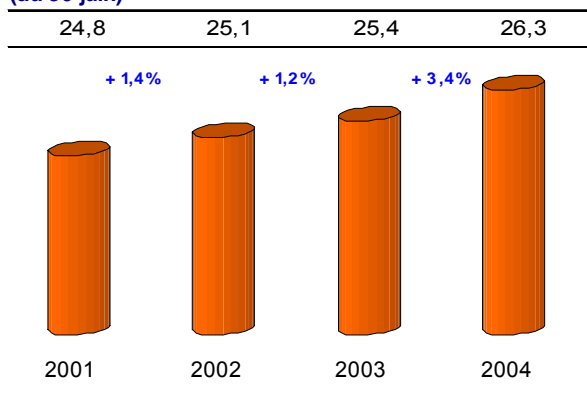
Le marché des professionnels a encore amplifié, au premier semestre 2004, ses bonnes performances de 2003. La croissance du fonds de commerce a atteint 5,2% grâce à un niveau de conquête de nouveaux clients très élevé. Le dispositif commercial spécifique du groupe Crédit du Nord caractérisé par la présence de conseillers dédiés aux professionnels, par le maintien d'une caisse dans toutes les agences et par une offre produit adaptée, explique les succès remportés sur ce marché auprès d'une clientèle exigeante.

Les ventes de produits bénéficient de la dynamique du fonds de commerce mais également de la poursuite de l'équipement des clients existants. 48,1% des clients sont désormais équipés d'au moins 3 produits contre 44,8% un an auparavant. Le nombre de packages Convention Alliance progresse de 30,0% sur un an et le nombre de contrats monétique de 8,8%.

Traduction, sur ce marché également, du développement rapide des contacts à distance, le nombre d'appels sur le serveur vocal dédié aux professionnels, Etoile Direct Pro, atteint les 10 000 par mois un an après son lancement, et le nombre de connexions sur le site Internet dédié, est de 260 000 par mois, en progression de 60,1% sur un an.

## FONDS DE COMMERCE ENTREPRISES (au 30 juin)

Nombre de sociétés actives (milliers)



Le fonds de commerce d'entreprises du groupe Crédit du Nord progresse aussi sur un rythme élevé. Un dispositif commercial original fondé sur un binôme conseiller – assistant, opérant depuis des centres d'affaires dédiés aux PME, contribue à apporter une qualité de service reconnue par nos clients PME et à soutenir l'excellente dynamique commerciale.

Par ailleurs, la présence de spécialistes au sein des directions régionales ou des sièges de filiales apporte aux clients une qualité de service qu'ils apprécient. Les résultats de l'enquête de qualité de service Fimérix, auprès de 500 PME/PMI et consacrée aux offres de service des banques en matière de commerce extérieur, qui placent le groupe Crédit du Nord en deuxième position, en sont une illustration.

Parmi les réalisations significatives du semestre, il faut noter une action de sensibilisation des clients au risque de taux assortie d'une proposition de diagnostic et de solutions adaptées, action appréciée dans cette période d'anticipation de remontée des taux. Parallèlement, un produit de couverture simplifiée du risque de change dédié aux petites entreprises a été lancé.

Les contacts à distance se développent aussi très fortement sur le marché des entreprises avec +61,0% pour le nombre de connexions sur le site Internet pour atteindre 114 000 par mois et +8,7% pour le nombre d'écritures télétransmises dans le cadre de notre service Nortrans.

# Rapport de gestion

JUIN 2004

## Les encours d'épargne sont en forte progression après trois années difficiles.

Au cours du semestre, la comparaison a été très favorable pour les indices boursiers par rapport au niveau très bas du premier semestre 2003. Ceci a permis aux effets de valorisation des encours d'épargne hors-bilan investis en actions de redevenir significativement positifs après trois exercices marqués par le recul des marchés financiers.

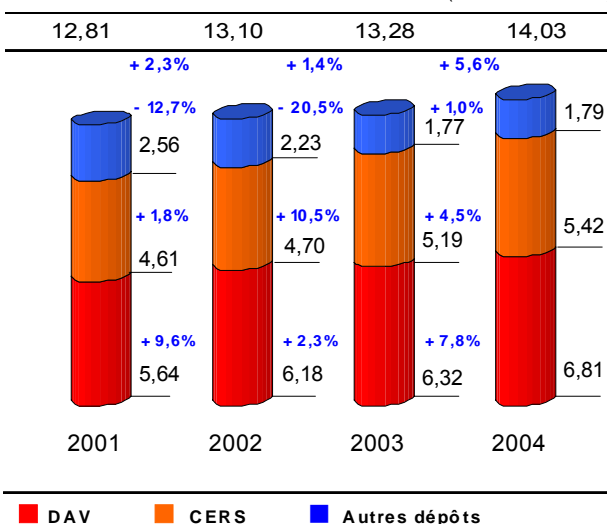
Comme, par ailleurs, les flux d'épargne confiés par les clients demeurent à des niveaux élevés, les encours globaux d'épargne (dépôts et épargne hors-bilan) affichent une progression très significative de +9,8% au cours du premier semestre 2004 qui fait suite au recul de 1,5% observé l'an dernier à pareille époque.

Les dépôts bilantiels ont connu une accélération sensible grâce à la très forte croissance des encours de dépôts à vue. Cette progression concerne tout autant les clients particuliers que les professionnels et les entreprises.

Le sentiment d'attentisme qui domine toujours chez les acteurs économiques est certainement la cause première de cette décision de maintenir des liquidités abondantes. Les ménages conservent un taux d'épargne élevé - même s'il semble avoir un peu reculé en début d'année -, et hésitent à repositionner leurs avoirs sur des supports considérés comme trop risqués. Par ailleurs, la reprise de l'investissement est encore timide et n'a semble-t-il pas encore obligé les professionnels et les entreprises à puiser dans leurs trésoreries.

## ENCOURS DE DEPÔTS BILANTIELS (au 30 juin)

(en milliards d'euros)



En outre, le niveau très bas des taux d'intérêt n'incite toujours pas à une gestion très dynamique des liquidités. Ce niveau des taux de marché explique également la progression des encours de produits d'épargne réglementés, dont la rémunération reste comparativement meilleure que celles des autres formes de placements à court terme.

Le Plan d'Epargne Logement, dont les conditions de rémunération ont été modifiées en profondeur l'an dernier, demeure un produit intéressant pour les candidats à l'accession à la propriété. Ainsi, l'équipement des clients se poursuit à un bon rythme et les encours progressent de façon très significative (+7,1% sur le semestre).

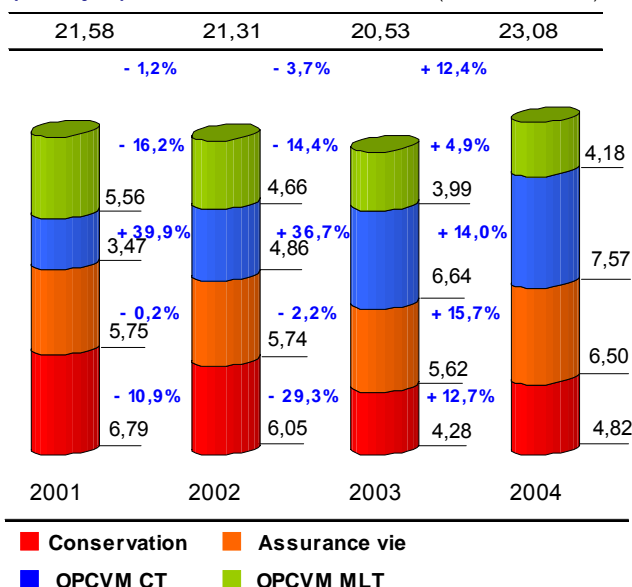


# Rapport de gestion

JUIN 2004

## ENCOURS D'EPARGNE HORS BILAN

(au 30 juin) (en milliards d'euros)



L'épargne hors-bilan affiche une forte progression due aussi bien aux effets de valorisation déjà évoqués qu'à de bonnes performances en terme de placement.

La collecte d'assurance-vie a été très bonne puisqu'elle s'établit en hausse de 5% sur un premier semestre 2003 qui avait été marqué par le lancement de deux fonds garantis dédiés à l'assurance, et non reconduits cette année. Les clients privilégient toujours la sécurité au travers des supports euros des contrats, même si la part des unités de compte commence à remonter.

Signe également de ce frémissement, les placements en OPCVM moyen-long terme ont été meilleurs ce semestre. Le fonds Etoile Garanti Avril 2010 n'est qu'une des explications de cette évolution puisque l'on observe des souscriptions significatives sur les supports de la famille Etoile Multi-Gestion ou sur les deux fonds investis en actions des Etats-Unis.

Par ailleurs, la progression de 7,1% sur un an du nombre de PEA s'inscrit aussi dans cette tendance, même si l'évolution du nombre d'ordres de bourse a été plus modeste (+5,7% sur un an) du fait d'un ralentissement très marqué en fin de semestre.

En matière de véhicules d'épargne collective, le groupe Crédit du Nord a complété sa gamme avec deux produits innovants. Sur le marché des particuliers a été lancé un FCP obligataire, Etoile Obli Dynamique, qui est éligible au PEA sans être sensible au risque actions. Sur le marché des entreprises et des institutionnels a été proposé le fonds Etoile Duo Garanti qui garantit une performance minimum de 3,5% à 3 ans à laquelle s'ajoute une partie de l'évolution de l'Eurostoxx 50.

### Les productions de crédits aux particuliers restent à un très bon niveau.

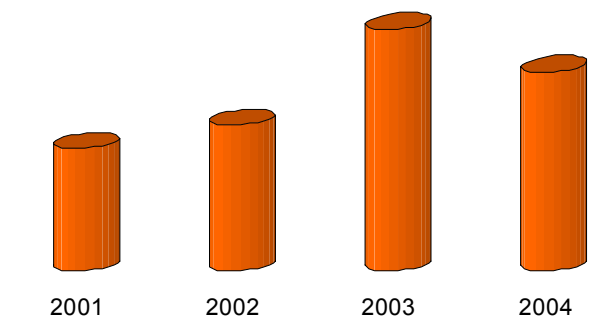
L'année 2003 a été une année exceptionnelle pour la production de crédits à l'habitat. Le premier semestre 2004 marque un certain ralentissement par rapport à 2003. Cependant, les productions demeurent satisfaisantes, puisqu'elles sont supérieures de 37% au niveau de 2002 qui était déjà une bonne année.

La conjoncture immobilière reste porteuse avec des prix toujours en progression et des volumes qui également paraissent bien orientés. Le maintien des taux longs à un bas niveau, la prudence vis à vis d'autres types de placements et les préoccupations en matière de retraite incitent les candidats à l'accession comme les investisseurs à mettre en œuvre des projets immobiliers.

## PRODUCTION DE CRÉDITS À L'HABITAT

(au 30 juin) (en millions d'euros)

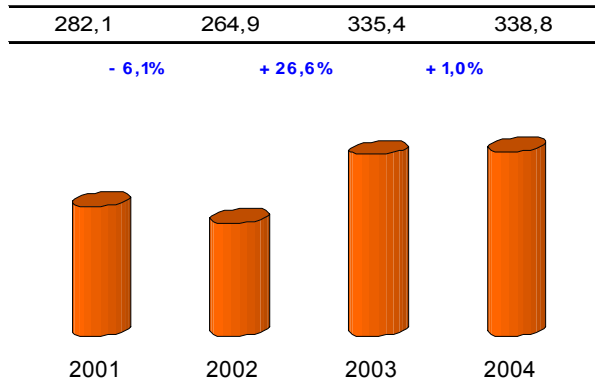
Année	2001	2002	2003	2004
Production	557	660	1 097	903
Évolution		+ 18,5%	+ 66,2%	- 17,7%



# Rapport de gestion

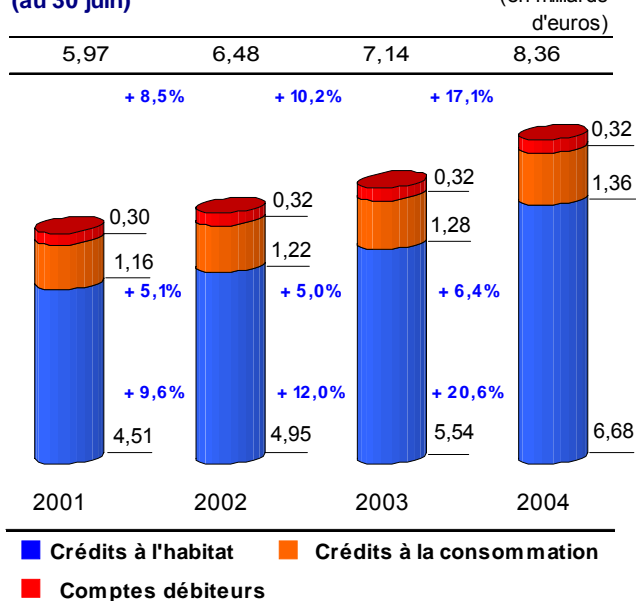
JUIN 2004

## PRODUCTION DE PRÊTS PERSONNELS (au 30 juin) (en millions d'euros)



La production de prêts personnels, qui avait également atteint un niveau record en 2003, progresse encore en 2004, quoique de façon modeste. La bonne tenue de la consommation de biens d'équipement du logement en début d'année, à rapprocher probablement du dynamisme des marchés immobiliers, a contribué à soutenir la demande de financements de la part des ménages. Les encours de crédits revolving sont, en revanche, quasiment inchangés par rapport à l'an dernier.

## ENCOURS DE CRÉDITS AUX PARTICULIERS (au 30 juin) (en milliards d'euros)



Les encours de crédits aux particuliers connaissent une progression toujours soutenue à +20,6% grâce aux crédits à l'habitat dont l'encours bénéficie des bonnes productions de 2003, le crédit à la consommation marquant quant à lui, une évolution plus mesurée à +6,4% mais supérieure à celle enregistrée sur la place.

# Rapport de gestion

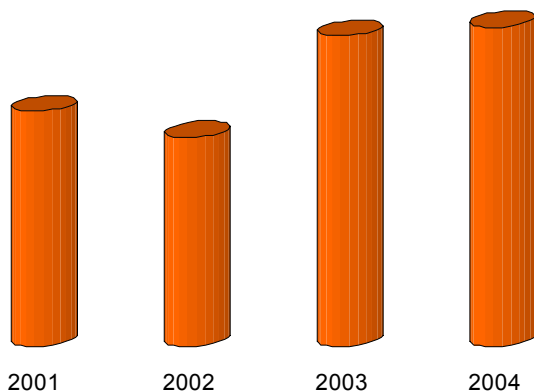
JUIN 2004

## Les crédits aux entreprises continuent à progresser.

La demande de crédits d'équipement de la part des entreprises, que ce soit sous forme de crédit classique ou de crédit-bail est toujours bien orientée. Les clients du groupe Crédit du Nord avaient semble-t-il anticipé en 2003 la reprise de l'investissement observée maintenant dans l'ensemble de l'économie, mais le groupe tire également profit de la forte progression de ses fonds de commerce.

### PRODUCTION DE CRÉDITS D'ÉQUIPEMENT

(au 30 juin)	y compris PBE <sup>(1)</sup>	(en millions d'euros)	
537	480	711	731
	- 10,7%	+ 48,2%	+ 2,8%



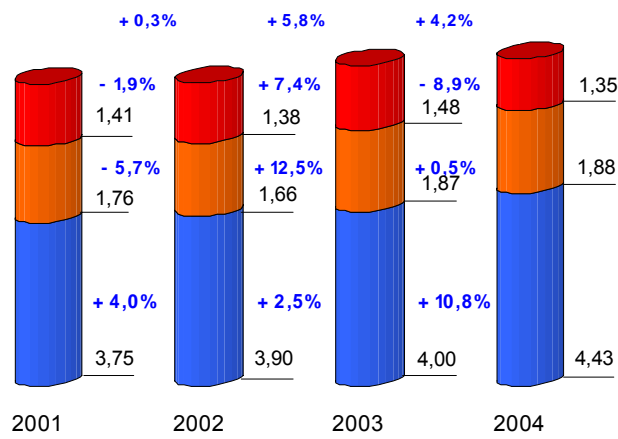
<sup>(1)</sup> Prêts bonifiés aux entreprises

Les encours de crédits d'équipement traduisent les bons résultats en matière de production. Parmi les crédits à court terme, les encours de créances commerciales sont désormais en croissance sensible (+8,7% sur un an) alors que les crédits de trésorerie et les comptes débiteurs pâtissent de la réduction de certaines lignes très importantes qui avaient gonflé les chiffres de 2003.

De façon générale, les trésoreries de nos clients sont saines et l'accélération de l'activité économique est, à ce stade, encore trop modeste pour conduire à un décollage significatif des besoins de financement du cycle d'exploitation.

### ENCOURS DE CRÉDITS AUX ENTREPRISES

(au 30 juin)	(en milliards d'euros)		
6,92	6,94	7,35	7,66



■ Crédits MLT    ■ Créances Commerciales & Trésorerie  
■ Comptes débiteurs et autres

# Rapport de gestion

JUIN 2004

## Évolutions financières

Les données présentées ci-après sont directement issues des chiffres comptables portant sur la totalité du périmètre de consolidation.

Le périmètre de consolidation a enregistré une opération significative en 2004 : l'entrée de la SNC Europe Lafayette, détenue à 100% par la banque Rhône-Alpes, intégrée désormais globalement et dont les seuls actifs sont des biens immobiliers et un contrat de crédit-bail.

Dans le but d'apporter des compléments d'information sur les évolutions des principaux soldes intermédiaires de gestion, nous ferons référence à des analyses de gestion qui portent sur des périmètres précisés dans le corps du texte. Ces analyses concernent l'activité Banque de détail dont les résultats financiers représentent plus de 90% des résultats financiers du groupe.

	30/06/04 M€	30/06/03 <sup>(1)</sup> M€	VARIATION % 2004/2003
Intérêts nets et revenus divers	362,2	344,2	+ 5,2
Commissions nettes	277,7	247,8	+ 12,1
Marges des activités d'assurance	9,5	7,2	+ 31,9
<b>PNB</b>	<b>649,4</b>	<b>599,2</b>	<b>+ 8,4</b>

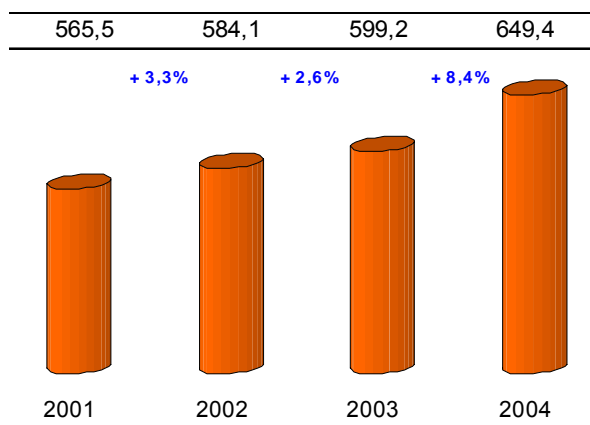
Le PNB consolidé du Groupe Crédit du Nord enregistre une progression de 8,4% par rapport à l'année passée, grâce à la bonne performance des intérêts nets et divers, en hausse de 5,2% et des commissions nettes en progression de 12,1% ; le niveau des marchés financiers a contribué favorablement en 2004 au développement des commissions financières.

A noter que l'excellent résultat de la marge sur les activités d'assurance est lié aux bonnes performances du réseau en terme de collecte en 2003 et au 1<sup>er</sup> semestre 2004 qui se sont traduites par une augmentation des encours de 15,7%.

L'analyse de gestion portant sur le périmètre de toutes les banques du Groupe CDN permet d'apporter un éclairage sur l'évolution des composantes de notre PNB.

### PRODUIT NET BANCAIRE (au 30 juin)

Périmètre Groupe  
consolidé (en  
millions d'euros)



Au 30 juin 2004, la marge commerciale sur dépôts et crédits a enregistré une progression de 4,8%, soit 14,4 M€ (+2,2% au premier semestre 2003, soit +6,5 M€).

Le début d'année 2004 a en particulier été marqué par un essor de la marge sur crédits de +8,5% (soit +10,4 M€) par rapport à la même période de l'année passée.

<sup>(1)</sup> Proforma, afin de prendre en compte certains reclassements entre les commissions nettes et les marges des activités d'assurance.

# Rapport de gestion

**JUIN 2004**

Le faible niveau des taux courts a eu pour conséquence un effet favorable sur les taux de marge des comptes débiteurs et des crédits court terme.

Par ailleurs, les encours de crédit habitat ont fortement augmenté (+20,6%), permettant une progression de la marge correspondante (+11,1%), en dépit d'un léger effritement du taux de marge. Enfin, la progression des encours de crédit d'équipement s'est élevée à 11,3% avec une hausse de la marge de 17,9%.

En ce qui concerne les dépôts, les encours de dépôts à vue sont restés très bien orientés (+7,8%) compensant la perte de 35 points de base du taux de marge notionnelle.

Sur le segment de l'épargne réglementée, les encours poursuivent leur progression (+4,5%), sous l'effet moteur de l'épargne sur livret (+25,5%), des comptes épargne logement (+8,3%) et des plans d'épargne logement (+7,1%).

Au total, les marges sur dépôts progressent de 4,0 M€ (+2,3%).

Les commissions nettes consolidées progressent de 12,1% d'une année sur l'autre grâce à une conjoncture boursière et financière plus favorable.

Les commissions financières ont bénéficié de l'amélioration du contexte boursier : la hausse de 28,4% du CAC 40 en moyenne semestrielle explique en partie celle des commissions de gestion sur OPCVM (+19,3%) et sur ordres de bourse (+37,1%). Les droits de garde n'ont pas encore profité du niveau des indices boursiers.

Les commissions liées à l'assurance-vie ont en revanche bénéficié d'une bonne collecte (la réduction de 2,5% des commissions de placement résulte d'un effet de base, le 1<sup>er</sup> semestre 2003 ayant bénéficié du lancement de deux fonds garantis : Antarius Inflation Plus et Antarius Cliquet Inflation) et de la progression des encours (+15,2%) pour les commissions de gestion liée pour partie à la reprise du CAC.

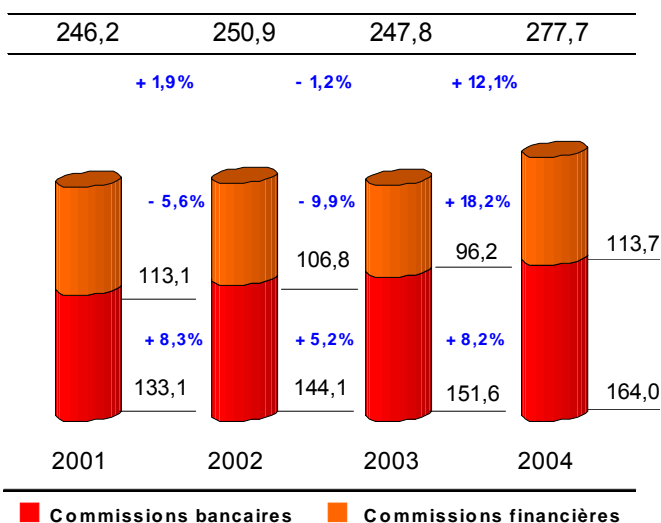
Les commissions bancaires continuent de croître. Après avoir augmenté de 5,2% en 2003 par rapport à 2002, elles enregistrent une hausse de 8,2% <sup>(1)</sup> à fin juin 2004.

Les principaux postes en bonne évolution sont :

- les commissions de dépassement (+11,7% à fin juin 2004 par rapport à fin juin 2003) qui tirent profit de la Facilité Temporaire de Trésorerie (FTT), ainsi que de l'automatisation depuis avril 2003 de la facturation des dépassements ;
- les commissions packages (+14,8%) ;
- les commissions de mouvement (+13,8%) dont l'évolution annuelle reflète le développement de nos relations au quotidien avec la clientèle des professionnels et des entreprises ;

## COMMISSIONS NETTES <sup>(1)</sup> (au 30 juin)

Périmètre Groupe  
consolidé (en  
millions d'euros)



<sup>(1)</sup> Retraitées sur 2001, 2002 et 2003 d'un transfert de compte entre les deux natures de commissions

# Rapport de gestion

**JUIN 2004**

## Les charges d'exploitation

	30/06/04 M€	30/06/03 M€	VARIATION % 2004/2003
Charges de personnel	280,6	270,1	+ 3,9
Impôts et taxes	12,7	12,7	+ 0,0
Autres charges	118,7	115,9	+ 2,4
Amortissements	25,3	23,9	+ 5,9
<b>TOTAL FRAIS GÉNÉRAUX</b>	<b>437,3</b>	<b>422,6</b>	<b>+ 3,5</b>

Les frais généraux atteignent 437,3 M€, en progression de 3,5% à fin juin 2004 par rapport à fin juin 2003.

A noter qu'à fin juin 2004, le Crédit du Nord a immobilisé 12,6 M€ au titre des projets informatiques, contre 9,8 M€ à fin juin 2003. En contrepartie l'amortissement du projet informatique CHOPIN lancé au deuxième trimestre 2004 est rentré dans sa phase d'amortissement pour une charge mensuelle de 600 K€.

- L'évolution des charges de personnel, de 3,9% par rapport à 2003, est essentiellement liée à trois facteurs : l'amélioration de la profitabilité du Groupe, qui a conduit à majorer significativement les sommes provisionnées au titre de l'intéressement et de la participation (+11,1% soit 2,0 M€) ; la stagnation de la masse salariale (+0,0%) en raison de la baisse des effectifs ; le solde de la progression résulte de divers mouvements de passifs sociaux et de provisions pour dettes sociales.

	30/06/04	30/06/03	30/06/02	VARIATION % 2004/2003
Effectif en activité proraté Groupe	7 504	7 659	7 727	- 2,0
Effectif moyen net présent Groupe	7 781	7 963	8 168	- 2,3

- Les impôts et taxes sont stables par rapport à l'année passée.

- Les autres charges ressortent à + 2,4%. En 2003, elles enregistraient pour 2,5 M€ une reprise de provisions fiscales sur la société Etoile Gestion. Retraitées de cet élément, les autres charges enregistreraient une progression de 0,3% par rapport à fin juin 2003.

L'analyse réalisée sur le périmètre des banques du Groupe CDN montre que les principaux postes en évolution sont les suivants :

- Sous-traitance : + 5,8% soit + 1,0 M€ par rapport à 2003, principalement imputable aux études préalables des grands projets informatiques et réglementaires.

- Matériel non informatique : + 27,7% soit + 1,0 M€ par rapport à 2003 essentiellement liée à l'installation de climatisations, de trappons, destinés à assurer la sécurité des transporteurs de fonds, et au renouvellement du parc téléphonique.

- Etudes et intermédiaires : + 27,7% soit + 0,7 M€ par rapport à 2003. Cette progression provient essentiellement des études préalables sur certains des grands projets.

- Loyers et charges locatives : - 17,3% soit -3,1 M€ par rapport à 2003, imputable à l'économie de loyer liée au rachat des immeubles parisiens fin 2003.

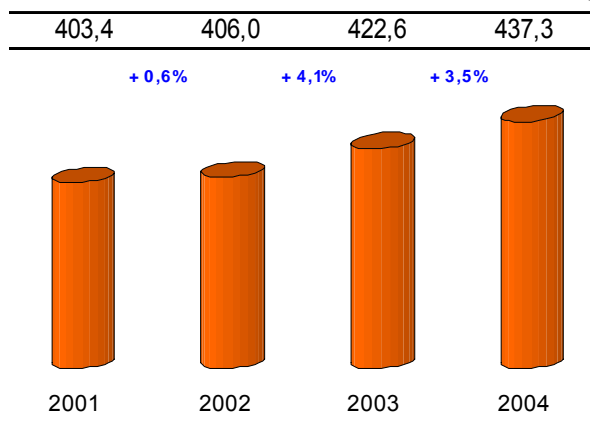
# Rapport de gestion

**JUIN 2004**

- Les amortissements sont en hausse de 5,9% par rapport à fin juin 2003 du fait d'une part du début de l'amortissement du projet informatique de refonte de notre poste de travail (cf. supra) et d'autre part de l'amortissement des immeubles parisiens acquis fin 2003.

## CHARGES D'EXPLOITATION (au 30 juin)

Périmètre Groupe consolidé (en millions d'euros)



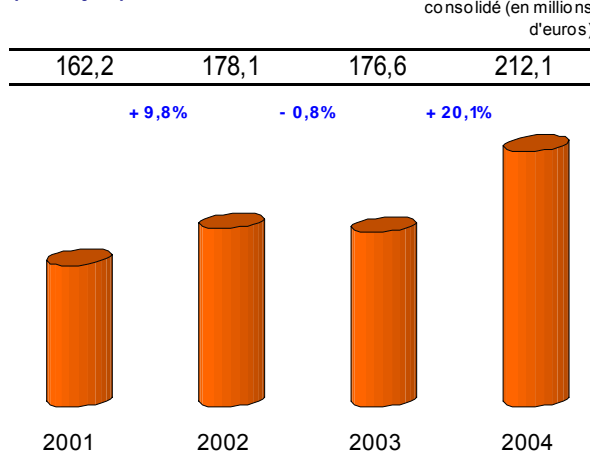
## Le résultat brut d'exploitation

	30/06/04 M€	30/06/03 M€	VARIATION % 2004/2003
PNB	649,4	599,2	+ 8,4
Frais généraux	437,3	422,6	+ 3,5
<b>RBE</b>	<b>212,1</b>	<b>176,6</b>	<b>+ 20,1</b>

L'effet combiné d'une évolution très favorable de notre PNB et d'une augmentation maîtrisée de nos frais de gestion conduit à une progression très significative du RBE (+20,1%) sur le premier semestre 2004, reprenant la tendance déjà constatée pendant plusieurs années avant la crise financière de 2001-2003.

## RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION (au 30 juin)

Périmètre Groupe consolidé (en millions d'euros)



# Rapport de gestion

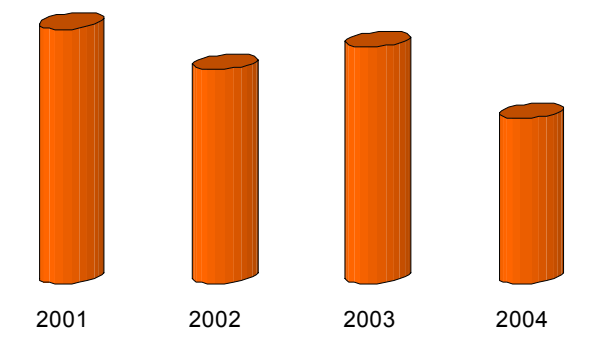
**JUIN 2004**

Le coefficient d'exploitation s'élève à 67,3%, en baisse de 3,2 points sur le coefficient de 70,5% affiché à fin juin 2003.

## COEFFICIENT D'EXPLOITATION (au 30 juin)

Périmètre Groupe  
consolidé (en %)

71,3	69,5	70,5	67,3
------	------	------	------



## Le coût du risque

Le coût du risque <sup>(1)</sup> consolidé du Groupe Crédit du Nord s'élève à 34,9 M€ en progression de 19,5% : cette augmentation significative se compare à une charge du premier semestre 2003 particulièrement basse, et en ligne avec 2002.

Cette évolution est à rapprocher de la forte progression des encours de crédits, puisque, rapporté au total des crédits consentis par le Groupe, ce niveau de dotation s'établit à 0,39%, contre 0,36% à fin juin 2003 et 0,43% à fin décembre 2003.

EN MILLIONS D'EUROS	30/06/04	30/06/03	30/06/02	30/06/01
Coût du risque	34,9	29,2	32,5	25,7
Encours de crédits	18 014	16 302	14 709	14 330
Coût du risque sur encours	0,39%	0,36%	0,44%	0,36%

<sup>(1)</sup> Le coût du risque représente la charge nette de provisionnement sur l'activité bancaire (dotations diminuées des reprises aux comptes de provisions), ainsi que des pertes sur créances irrécouvrables non couvertes par des provisions, minorées des récupérations sur créances amorties.



# Rapport de gestion

**JUIN 2004**

Dans un environnement économique redevenu plus favorable, la qualité du risque du Groupe Crédit du Nord reste bonne : le taux d'encours douteux et

contentieux bruts sur les encours totaux s'améliore passant de 6,6% à fin juin 2003 à 6,0% fin juin 2004.

EN MILLIONS D'EUROS	30/06/04	30/06/03	30/06/02
Créances douteuses et contentieuses (montant brut)	1 128,5	1 120,8	976,9
Provisions sur créances douteuses et contentieuses	-688,4	-706,7	-727,4
Taux d'encours douteux et contentieux bruts sur encours totaux bruts	6,0%	6,6%	6,3%
Taux d'encours douteux et contentieux nets sur encours totaux nets	2,4%	2,5%	1,7%
Taux de provisionnement des encours douteux et contentieux (y compris crédit-bail)	61,0%	63,1%	74,5%

*La dégradation apparente du taux de provisionnement des encours douteux ou contentieux provient du fait que le Groupe Crédit du Nord avait, jusqu'au 31/12/2002, une définition plus étroite des "douteux" au titre de laquelle seuls les dossiers provisionnés étaient classés en "douteux". Suivant les recommandations de la Commission Bancaire, il a été décidé, à compter du 01/01/2003, de procéder à un "balayage" de l'ensemble des risques dégradés du Groupe avec l'objectif de classer "douteux" des dossiers ne nécessitant pas la constitution de provisions, mais répondant aux critères réglementaires de la codification "douteux". Cette reclassification fait progresser l'encours des clients douteux, sans impact sur les provisions.*

## Le résultat courant avant IS

	30/06/04 M€	30/06/03 M€	VARIATION % 2004/2003
<b>RBE</b>	<b>212,1</b>	<b>176,6</b>	<b>+ 20,1</b>
Coût du risque	-34,9	-29,2	+ 19,5
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>177,2</b>	<b>147,4</b>	<b>+ 20,2</b>
Résultat en équivalence	0,9	1,7	- 47,1
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	0,1	3,2	- 96,9
<b>RÉSULTAT COURANT AVANT IS</b>	<b>178,2</b>	<b>152,3</b>	<b>+ 17,0</b>

# Rapport de gestion

**JUIN 2004**

Après comptabilisation du coût du risque, le résultat d'exploitation du Groupe Crédit du Nord atteint 177,2 M€, en augmentation de 20,2% par rapport à 2003.

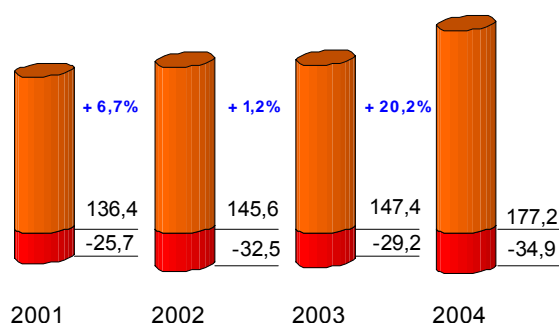
Le résultat courant avant IS s'établit à 178,2 M€ en progression de 17,0% par rapport à 2003.

En 2004, les gains ou pertes sur actifs immobilisés n'enregistrent aucune opération significative. Pour mémoire, 2003 avait enregistré une plus-value de cession de titres de participation non stratégiques pour 3,1 M€.

## RÉSULTAT D'EXPLOITATION Périmètre Groupe consolidé (en M€)

(au 30 juin)

RBE :	162,2	178,1	176,6	212,1
-------	-------	-------	-------	-------



■ Coût du risque      ■ Résultat d'exploitation

## Le résultat net

	30/06/04 M€	30/06/03 M€	VARIATION % 2004/2003
<b>RÉSULTAT COURANT AVANT IS</b>	<b>178,2</b>	<b>152,3</b>	<b>+ 17,0</b>
Résultat exceptionnel	4,1	0,0	NS
Impôt sur les sociétés	-62,1	-51,5	+ 20,6
Amortissements survaleurs	-2,0	-1,9	+ 5,3
Intérêts minoritaires	-2,7	-2,6	+ 3,8
<b>RÉSULTAT NET PART DU GROUPE</b>	<b>115,5</b>	<b>96,3</b>	<b>+ 19,9</b>

Le résultat exceptionnel de 4,1 M€ correspond à l'écart de première consolidation liée à l'entrée dans le périmètre du Groupe Crédit du Nord de la SNC Europe Lafayette.

Après impôt sur les sociétés, le résultat net part du groupe s'établit à 115,5 M€, en progression de 19,9% par rapport à fin juin 2003.

# Rapport de gestion

**JUIN 2004**

## Capitaux propres

	30/06/04 M€	30/06/03 M€	30/06/02 M€
Capitaux propres fin de période	<b>1 163,6</b>	1 111,7	1 038,9
<i>dont part du Groupe</i>	<b>1 133,6</b>	1 084,2	1 012,5
Capitaux propres moyens	<b>1 167,9</b>	1 123,3	1 048,6
Fonds propres Cooke	<b>1 429,8</b>	1 370,2	1 316,6
Risques pondérés de crédit	<b>15 354,9</b>	15 043,8	14 034,6
Ratio de solvabilité consolidé	<b>9,31%</b>	9,11%	9,38%
<i>dont Tier One</i>	<b>6,78%</b>	6,66%	6,76%

Les mouvements qui ont affecté les capitaux propres du Groupe en 2004 ont consisté en l'incorporation dans les réserves du résultat consolidé après paiement des dividendes ainsi que l'imputation sur les capitaux propres au 1<sup>er</sup> janvier 2004, à hauteur de 29,8 M€ de l'effet de changements de méthodes comptables. Ces modifications ont été effectuées afin de limiter les différences de traitement entre les règles du groupe appliquées dans le cadre du référentiel comptable français, et celles qui résulteront en 2005 de l'avènement des normes IFRS. Ces changements de méthode portent sur le mode de comptabilisation de certaines commissions, ainsi que sur la reconnaissance et le provisionnement de certains avantages au personnel qui n'étaient pas comptabilisés au 31 décembre 2003.

Il convient de noter que les ratios de solvabilité sont présentés à titre d'information puisque, compte tenu de son actionnariat, le Groupe Crédit du Nord n'est pas assujéti individuellement au respect des ratios réglementaires de solvabilité.

Ils permettent toutefois de calculer la rentabilité normative du Groupe Crédit du Nord sur la base d'une exigence de fonds propres Tier One égale à 6% des encours pondérés de crédits. Cette rentabilité normative s'établit à 23,1% (22,3% hors résultat exceptionnel) contre 20,3% pour juin 2003.

La rentabilité des capitaux propres comptables, après impôts, s'établit, quant à elle, à 20,4% (19,6% hors résultat exceptionnel) pour un Tier One de 6,8% contre une rentabilité à fin juin 2003 de 17,8% pour un Tier One de 6,7%.

# Rapport de gestion

**JUIN 2004**

## Perspectives d'avenir

Après avoir vécu des années difficiles en raison de marchés financiers très dégradés, le Groupe Crédit du Nord a su faire preuve, depuis 2003, d'une capacité de rebond remarquable qui lui permet d'afficher des développements très significatifs de ses fonds de commerce tout en conservant son niveau élevé de rentabilité.

Profitant de la mise en exploitation désormais totale de son nouveau poste de travail à destination des collaborateurs commerciaux des agences, le groupe Crédit du Nord peut désormais profiter de ce nouvel outil pour l'intégrer pleinement dans sa démarche d'optimisation des processus et des pratiques d'agences.

Celle-ci consiste à se doter de forces commerciales complémentaires qui permettront d'apporter un service encore amélioré et différencié selon la nature des attentes de sa clientèle.

Le groupe Crédit du Nord ainsi pourra s'appuyer sur cette nouvelle organisation commerciale pour développer à nouveau ses fonds de commerce et accroître le volume des ventes, gage de croissance de notre chiffre d'affaire.

Enfin le groupe pourra tirer profit de ses ouvertures d'agences récentes et de celles à venir, qui vont être accélérées afin de mieux servir notre clientèle et de se développer sur des zones encore insuffisamment couvertes.

Parallèlement, la démarche d'optimisation de nos processus d'engagement et de suivi des risques nous permettra de développer notre activité, tout en respectant le niveau de risque très convenable que nous enregistrons depuis quelques années.

Après une pause dans sa réduction en 2001 et 2002, le coefficient d'exploitation du Groupe Crédit du Nord reprend un rythme d'amélioration conforme à celui constaté dans les années 1996 à 2000.

Concernant plus immédiatement le second semestre 2004, la reprise économique qui se confirme devrait soutenir le rythme de progression du PNB qui se comparera néanmoins avec un second semestre 2003 déjà en nette amélioration.

## Le résultat des principales entités du Groupe au 30 juin 2004

D'une manière générale, chaque entité du Groupe enregistre à son niveau les conséquences des grandes évolutions financières commentées plus haut.

### *Le Crédit du Nord*

A fin juin 2004, le RBE du Crédit du Nord social s'établit à 189,7 M€ en augmentation de 21,1% par rapport à celui de fin juin 2003. Cette évolution résulte d'une progression du PNB (+9,2%) tirée à la fois par les intérêts nets et divers (+9,4%) et par les commissions nettes (+8,9%), et d'autre part, d'une bonne maîtrise des frais généraux (+2,7%).

Le coût du risque à 17,6 M€ est en baisse de 3,0% par rapport à celui de fin juin 2003.

Après comptabilisation de 9,7 M€ concernant essentiellement des reprises de provisions sur titres intra-groupe, le résultat courant avant impôt atteint 181,8 M€, en progression de 39,9% par rapport à fin juin 2003.

Le résultat exceptionnel enregistre l'incidence de changement de méthodes comptables pour -30,5 M€. En conséquence et après impôt sur les bénéfiques, le résultat s'établit à 123,9 M€, contre 102,7 M€ en 2003.

### *La Banque Courtois*

La forte progression (+15,8%) du RBE de la Banque Courtois, qui atteint 56,3 M€ en juin 2004, est la conséquence d'une croissance du PNB de 11,4%.

Après comptabilisation en perte exceptionnelle des incidences de changement de méthodes comptables pour -5,0 M€, le résultat net après impôt s'élève à 10,1 M€, contre 11,4 M€ au 30 juin 2003.

# Rapport de gestion

JUIN 2004

## **Le Groupe Rhône-Alpes**

Grâce à une progression de 10,9% de son PNB et une augmentation de 2,4% de ses frais généraux, le RBE de la Banque Rhône-Alpes enregistre une croissance de 24,4% par rapport à fin juin 2003.

Le coût du risque est en augmentation de 39,1% à 7,0 M€ du fait de quelques dossiers. Le résultat exceptionnel enregistre l'écart de première consolidation de la SNC Europe Lafayette pour 4,0 M€.

Le résultat net est en progression de 66,7% par rapport à 2003 et atteint 14,3 M€ contre 8,6 M€ au 30 juin 2003.

## **Le Groupe Tarneaud**

Le RBE du Groupe Tarneaud atteint 17,3 M€ à fin juin 2004, en augmentation de 19,0% par rapport à fin juin 2003.

Avec un coût du risque à 5,5 M€ en augmentation de 3,8 M€ du fait de quelques dossiers importants, le résultat d'exploitation s'élève à 11,8 M€ contre 12,8 M€ l'an dernier.

Après une perte exceptionnelle et impôt sur les bénéfiques, le résultat net s'élève à 7,2 M€ contre 8,1 M€ à fin juin 2003.

## **La Banque Laydernier**

Le PNB de la Banque Laydernier progresse de 7,3% par rapport à 2003 pour atteindre 23,5 M€. Les frais généraux progressant de 4,0%, le RBE augmente de 13,2%, et atteint 8,8 M€ fin juin 2004.

Le résultat d'exploitation s'élève à 7,2 M€ contre 6,2 M€ fin juin 2003.

Après comptabilisation en perte exceptionnelle des incidences de changement de méthodes comptables pour -6,0 M€, le résultat net après impôt s'élève à 0,8 M€, contre 4,0 M€ au 30 juin 2003.

## **La Banque Nuger**

La forte augmentation de 11,5% des commissions nettes entraîne une hausse de 6,1% du PNB de la Banque Nuger par rapport à 2003.

Parallèlement, les frais généraux n'évoluant que de 1,8%, le RBE enregistre une forte progression, de 13,0%.

Le résultat net financier s'inscrit à 2,8 M€ contre 2,3 M€ en 2003.

## **La Banque Kolb**

Le PNB de la Banque Kolb progresse de 8,2% pour atteindre 14,8 M€ à fin juin 2004. Les frais généraux enregistrent une baisse (-1,5%).

Le RBE à 6,3 M€ est en hausse de 24,7% et le résultat net financier s'établit à 3,1 M€ contre 2,8 M€ en juin 2003.

## **Etoile Gestion**

Dans un contexte boursier en nette amélioration, Etoile Gestion, société de gestion mobilière, affiche pour 2004, un résultat courant avant impôt de 10,5 M€ contre 6,3 M€ à fin juin 2003.

A noter que les résultats 2003 intègrent une reprise nette de provision à hauteur de 2,0 M€ (provision dotée en 2002 suite à une notification de redressement fiscal pour 4,6 M€).

## **La Société de Bourse Gilbert Dupont**

Opérant dans un marché boursier mieux orienté qu'au 1<sup>er</sup> semestre 2003, la Société de Bourse Gilbert Dupont a réalisé en 2004, un résultat d'exploitation de 0,9 M€ contre 0,1 M€ en 2003.

## Principes et méthodes comptables

Les comptes consolidés au 30 juin 2004 ont été établis selon les mêmes principes comptables que ceux retenus au 31 décembre 2003, aux deux exceptions près mentionnées ci-dessous.

La recommandation 2003-R01 du Conseil National de la Comptabilité, relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires, s'applique aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2004. Le Groupe Crédit du Nord a choisi de suivre cette recommandation. Celle-ci prévoit que les changements résultant de sa première application seront traités selon les dispositions relatives aux changements de méthode comptable. Le Groupe Crédit du Nord a donc imputé sur ses capitaux propres l'impact net de fiscalité différée de ce changement de méthode, pour un montant de 19,5 millions d'euros. Ceci résulte de la reconnaissance de certains avantages postérieurs à l'emploi qui n'étaient pas comptabilisés au 31 décembre 2003. Les incidences de cette nouvelle méthode sont mentionnées dans les notes annexes concernées. Il faut toutefois noter que ce changement n'a pas d'incidence significative sur le résultat de la période.

Par ailleurs, le Groupe Crédit du Nord a choisi de changer au 1er janvier 2004 la méthode de comptabilisation de certaines commissions (notamment sur cartes bancaires), au profit d'une méthode préférentielle. Les produits sont désormais enregistrés linéairement sur la durée de la prestation fournie, et non plus lors de la perception de ces commissions. Cette modification a impliqué, en première application, la reconnaissance de produits perçus d'avance, qui ont été imputés sur les capitaux propres à hauteur de 10,3 millions d'euros. Ce changement de méthode n'a cependant pas d'incidence significative sur le résultat de la période.

Enfin, il convient de noter, s'agissant de comptes intermédiaires, que les provisions pour participation et intéressement des salariés, ainsi que la provision pour congés payés, sont calculées sur une base annuelle proratae.

# Comptes consolidés

Bilans comparés au 30 juin

(en millions d'euros)

<b>ACTIF</b>	<b>NOTES</b>	<b>juin-04</b>	<b>juin-03</b>	<b>déc-03</b>
CAISSE, BANQUES CENTRALES ET COMPTES COURANTS POSTAUX		<b>2 383,6</b>	2 949,3	1 989,9
EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILEES	4	<b>682,7</b>	796,9	629,2
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT :	1	<b>2 907,5</b>	2 777,6	3 429,2
. CREANCES A VUE		<b>702,5</b>	1 246,4	1 146,2
. CREANCES A TERME		<b>2 205,0</b>	1 531,2	2 283,0
CREANCES SUR LA CLIENTELE :	2	<b>16 921,3</b>	15 390,7	16 267,8
. CREANCES COMMERCIALES		<b>847,3</b>	791,4	888,7
. AUTRES CONCOURS A LA CLIENTELE		<b>14 405,9</b>	12 615,3	13 712,3
. COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS		<b>1 668,1</b>	1 984,0	1 666,8
OPERATIONS DE CREDIT-BAIL ET ASSIMILEES	3	<b>1 092,9</b>	910,9	1 024,0
OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE	4	<b>558,3</b>	65,5	569,2
ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE	4	<b>140,0</b>	127,5	164,3
PLACEMENTS DES ENTREPRISES D'ASSURANCE	8	<b>1 675,2</b>	1 384,6	1 547,7
PART DES REASSUREURS DANS LES PROVISIONS TECHNIQUES	8	<b>149,4</b>	113,1	130,6
PARTICIPATIONS, ACTIVITES DE PORTEFEUILLE ET PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEE	5	<b>67,3</b>	55,3	62,9
PARTICIPATIONS ET PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES MISES EN EQUIVALENCE :		<b>7,4</b>	7,6	8,5
. NON FINANCIERES		<b>0,0</b>	0,0	0,0
. FINANCIERES		<b>7,4</b>	7,6	8,5
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	6	<b>72,9</b>	55,9	62,4
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	6	<b>253,0</b>	180,1	244,7
AUTRES ACTIFS	7	<b>312,5</b>	310,7	385,1
AUTRES ACTIFS D'ASSURANCE	7	<b>8,4</b>	21,7	5,3
COMPTES DE REGULARISATION	7	<b>313,5</b>	310,2	300,6
ECARTS D'ACQUISITION	9	<b>46,5</b>	50,4	48,5
<b>TOTAL</b>		<b>27 592,4</b>	<b>25 508,0</b>	<b>26 869,9</b>

**HORS-BILAN**

17

(en millions d'euros)

<b>PASSIF</b>	<b>NOTES</b>	<b>juin-04</b>	<b>juin-03</b>	<b>déc-03</b>
BANQUES CENTRALES ET COMPTES COURANTS POSTAUX		1 000,5	1 279,6	1 408,5
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT :	10	1 842,6	1 286,2	1 444,8
. DETTES A VUE		610,6	501,5	417,0
. DETTES A TERME		1 232,0	784,7	1 027,8
COMPTES CREDITEURS DE LA CLIENTELE :	11	14 335,3	13 824,7	14 292,6
. COMPTES D'EPARGNE A REGIME SPECIAL :		5 609,7	5 478,8	5 494,4
- COMPTES A VUE		3 163,0	2 867,4	2 992,2
- COMPTES A TERME		2 446,7	2 611,4	2 502,2
. AUTRES DETTES :		8 725,6	8 345,9	8 798,2
- DETTES A VUE		7 273,1	6 899,7	7 400,8
- DETTES A TERME		1 452,5	1 446,2	1 397,4
DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE :	12	5 782,6	4 368,1	5 250,1
- BONS DE CAISSE		37,0	52,7	40,5
- TITRES DU MARCHE INTERBANCAIRE ET TITRES DE CREANCES NEGOCIABLES		5 745,6	4 315,4	5 209,6
- EMPRUNTS OBLIGATAIRES		0,0	0,0	0,0
PROVISIONS TECHNIQUES DES ENTREPRISES D'ASSURANCE	8	1 746,1	1 395,6	1 580,4
AUTRES PASSIFS	7	232,2	252,9	303,2
AUTRES PASSIFS D'ASSURANCE	7	29,6	64,9	22,0
COMPTES DE REGULARISATION	7	679,7	1 258,9	681,0
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	13	227,7	181,9	195,0
DETTES SUBORDONNEES	14	434,3	384,6	384,6
CAPITAL SOUSCRIT	15	740,3	740,3	740,3
RESERVES CONSOLIDEES, ECARTS DE REEVALUATION, ECARTS DE CONVERSION, DIFFERENCES SUR MISES EN EQUIVALENCE :	15	423,3	371,4	371,5
. PART DU GROUPE		393,3	343,9	343,7
. PART DES INTERETS MINORITAIRES		30,0	27,5	27,8
RESULTAT DE L'EXERCICE :	15	118,2	98,9	195,9
. PART DU GROUPE		115,5	96,3	190,4
. PART DES INTERETS MINORITAIRES		2,7	2,6	5,5
<b>TOTAL</b>		<b>27 592,4</b>	<b>25 508,0</b>	<b>26 869,9</b>

## HORS-BILAN

17



# Comptes consolidés

## Comptes de résultats comparés

(en millions d'euros)

	Notes	juin-04	juin-03	déc-03	VARIATION EN % juin-04 / juin-03
INTERÊTS NETS ET REVENUS DIVERS		362,2	344,2	709,8	5,2
COMMISSIONS NETTES (1)		277,7	247,8	510,7	12,1
MARGE DES ACTIVITES D'ASSURANCE (1)		9,5	7,2	13,9	31,9
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>19</b>	<b>649,4</b>	<b>599,2</b>	<b>1 234,4</b>	<b>8,4</b>
CHARGES DE PERSONNEL	25	-280,6	-270,1	-540,7	3,9
IMPÔTS ET TAXES		-12,7	-12,7	-23,9	0,0
AUTRES CHARGES	26	-118,7	-115,9	-244,4	2,4
AMORTISSEMENTS	27	-25,3	-23,9	-48,7	5,9
<b>TOTAL FRAIS GENERAUX</b>		<b>-437,3</b>	<b>-422,6</b>	<b>-857,7</b>	<b>3,5</b>
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>		<b>212,1</b>	<b>176,6</b>	<b>376,7</b>	<b>20,1</b>
COÛT DU RISQUE	28	-34,9	-29,2	-74,5	19,5
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>177,2</b>	<b>147,4</b>	<b>302,2</b>	<b>20,2</b>
RESULTAT EN EQUIVALENCE	30	0,9	1,7	2,6	-47,1
GAINS ET PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISES	31	0,1	3,2	3,5	-96,9
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPÔT</b>		<b>178,2</b>	<b>152,3</b>	<b>308,3</b>	<b>17,0</b>
RESULTAT EXCEPTIONNEL	32	4,1	0,0	0,0	NS
IMPÔT SUR LES BENEFICES	33	-62,1	-51,5	-108,5	20,6
AMORTISSEMENTS DES ECARTS D'ACQUISITION	34	-2,0	-1,9	-3,9	5,3
INTERETS MINORITAIRES	35	-2,7	-2,6	-5,5	3,8
<b>RESULTAT NET, PART DU GROUPE</b>		<b>115,5</b>	<b>96,3</b>	<b>190,4</b>	<b>19,9</b>

(1) : Les résultats de juin et de décembre 2003 ont été retraités pro forma pour tenir compte d'un reclassement effectué entre commissions et marge des activités d'assurance afin de mieux refléter la réalité économique des opérations. Les notes annexes n°21 et n°24 détaillent les montants reclassés.

<b>RESULTAT NET (PART DU GROUPE) PAR ACTION (en Euros)</b>	<b>1,25</b>	<b>1,04</b>	<b>2,06</b>	<b>19,9</b>
--	-------------	-------------	-------------	-------------

## Périmètre de consolidation comparatif

	30 juin 2004			31 décembre 2003		
	MÉTHODE D'INTÉGRATION	TAUX D'INTÉRÊT	TAUX DE CONTRÔLE	MÉTHODE D'INTÉGRATION	TAUX D'INTÉRÊT	TAUX DE CONTRÔLE
<b>CRÉDIT DU NORD</b> 28, PLACE RIHOUR - 59800 LILLE	GLOBALE	SOCIÉTÉ CONSOLIDANTE		GLOBALE	SOCIÉTÉ CONSOLIDANTE	
<b>BANQUE RHÔNE-ALPES</b> 20-22, BOULEVARD EDOUARD REY - 38000 GRENOBLE	GLOBALE	99,9905	99,9905	GLOBALE	99,9905	99,9905
<b>BANQUE TARNEAUD</b> 2-6, RUE TURGOT - 87000 LIMOGES	GLOBALE	79,8761	79,8761	GLOBALE	79,9018	79,9018
<b>BANQUE COURTOIS</b> 33, RUE DE RÉMUSAT - 31000 TOULOUSE	GLOBALE	100,0000	100,0000	GLOBALE	100,0000	100,0000
<b>BANQUE KOLB</b> 1-3, PLACE DU GÉNÉRAL-DE-GAULLE - 88500 MIRECOURT	GLOBALE	99,7972	99,7972	GLOBALE	99,7972	99,7972
<b>BANQUE LAYDERNIER</b> 10, AVENUE DU RHÔNE - 74000 ANNECY	GLOBALE	99,9997	100,0000	GLOBALE	99,9997	100,0000
<b>BANQUE NUGER</b> 7, PLACE MICHEL DE L'HOSPITAL - 63000 CLERMONT-FERRAND	GLOBALE	64,6977	64,6979	GLOBALE	64,6977	64,6979
<b>NORBAIL IMMOBILIER</b> 50, RUE D'ANJOU - 75008 PARIS	GLOBALE	100,0000	100,0000	GLOBALE	100,0000	100,0000
<b>STAR LEASE</b> 59, BOULEVARD HAUSSMANN - 75008 PARIS	GLOBALE	100,0000	100,0000	GLOBALE	100,0000	100,0000
<b>S.P.T.F.</b> 59, BOULEVARD HAUSSMANN - 75008 PARIS	GLOBALE	100,0000	100,0000	GLOBALE	100,0000	100,0000
<b>NORFINANCE GILBERT DUPONT ET ASSOCIÉS</b> 42, RUE ROYALE - 59000 LILLE	GLOBALE	100,0000	100,0000	GLOBALE	100,0000	100,0000
<b>SOCIÉTÉ DE BOURSE GILBERT DUPONT</b> 50, RUE D'ANJOU - 75008 PARIS	GLOBALE	100,0000	100,0000	GLOBALE	100,0000	100,0000
<b>NORIMMO</b> 59, BOULEVARD HAUSSMANN - 75008 PARIS	GLOBALE	100,0000	100,0000	GLOBALE	100,0000	100,0000
<b>TURGOT GESTION</b> 2-6, RUE TURGOT - 87000 LIMOGES	GLOBALE	79,8762	100,0000	GLOBALE	79,9018	100,0000
<b>FIMMOGEST</b> 33, RUE DE RÉMUSAT - 31000 TOULOUSE	GLOBALE	100,0000	100,0000	GLOBALE	100,0000	100,0000
<b>CREDINORD CIDIZE</b> 59, BOULEVARD HAUSSMANN - 75008 PARIS	GLOBALE	100,0000	100,0000	GLOBALE	100,0000	100,0000
<b>ETOILE GESTION</b> 59, BOULEVARD HAUSSMANN - 75008 PARIS	GLOBALE	96,9705	99,9000	GLOBALE	96,9726	99,9000

	30 juin 2004			31 décembre 2003		
	MÉTHODE D'INTÉGRATION	TAUX D'INTÉRÊT	TAUX DE CONTRÔLE	MÉTHODE D'INTÉGRATION	TAUX D'INTÉRÊT	TAUX DE CONTRÔLE
<b>ANNA PURNA</b> 59, BOULEVARD HAUSSMANN - 75008 PARIS	GLOBALE	100,0000	100,0000	GLOBALE	100,0000	100,0000
<b>NICE BROC</b> 59, BOULEVARD HAUSSMANN - 75008 PARIS	GLOBALE	100,0000	100,0000	GLOBALE	100,0000	100,0000
<b>NICE CARROS</b> 59, BOULEVARD HAUSSMANN - 75008 PARIS	GLOBALE	100,0000	100,0000	GLOBALE	100,0000	100,0000
<b>KOLB INVESTISSEMENT</b> 59, BOULEVARD HAUSSMANN - 75008 PARIS	GLOBALE	100,0000	100,0000	GLOBALE	100,0000	100,0000
<b>COURONNA</b> 33, RUE DE RÉMUSAT - 31000 TOULOUSE	GLOBALE	100,0000	100,0000	GLOBALE	99,9999	99,9999
<b>NORD ASSURANCES COURTAGE</b> 28, PLACE RIHOUR - 59800 LILLE	GLOBALE	100,0000	100,0000	GLOBALE	100,0000	100,0000
<b>NORBAIL SOFERGIE</b> 59, BOULEVARD HAUSSMANN - 75008 PARIS	GLOBALE	100,0000	100,0000	GLOBALE	100,0000	100,0000
<b>SFAG</b> 59, BOULEVARD HAUSSMANN - 75008 PARIS	GLOBALE	100,0000	100,0000	GLOBALE	100,0000	100,0000
<b>PARTIRA</b> 59, BOULEVARD HAUSSMANN - 75008 PARIS	GLOBALE	100,0000	100,0000	GLOBALE	100,0000	100,0000
<b>EUROPE LAFAYETTE</b> 20-22, BOULEVARD EDOUARD REY - 38000 GRENOBLE	GLOBALE	99,9906	100,0000	Non intégrée		
<b>BANQUE POUYANNE</b> 12, PLACE D'ARMES - 64300 ORTHEZ	EQUIVALENCE	35,0020	35,0020	EQUIVALENCE	35,0020	35,0020
<b>DEXIA-C.L.F. BANQUE</b> TOUR CRISTAL - 7 À 11, QUAI ANDRÉ CITRÔEN - 75015 PARIS	EQUIVALENCE	20,0000	20,0000	EQUIVALENCE	20,0000	20,0000
<b>ANTARIUS</b> 59, BOULEVARD HAUSSMANN - 75008 PARIS	PROPORTIONNELLE	50,0000	50,0000	PROPORTIONNELLE	50,0000	50,0000

Le périmètre de consolidation s'est enrichi au premier semestre 2004 de l'entrée d'une société, dénommée "Europe Lafayette".

Les sociétés ne présentant pas de caractère significatif selon les normes du Groupe (réunion des trois critères suivants pendant deux exercices consécutifs : total de bilan inférieur à dix millions d'euros, résultat inférieur à un million d'euros et aucune participation dans une entreprise consolidée) n'ont pas été retenues dans le champ de la consolidation.

Les sociétés suivantes répondent à ces critères, n'ont donc pas été retenues dans le champ de la consolidation, et sont détenues à plus de 99% par le Crédit du Nord : il s'agit de Starhuit, Starquatorze, Starquinze, Starseize, Stardixsept, Stardixhuit, Stardixneuf, Starvingt, Nord Gérance, Immovalor Service, Crédinord Espana. Aucune de ces sociétés n'a de total de bilan supérieur à 700 000 euros. Par ailleurs, deux autres sociétés, détenues par le Crédit du Nord à environ 34%, ne sont pas consolidées : il s'agit de Cofipro et de Verveine. La société Cofipro a été dissoute à fin 2002 et un liquidateur a été nommé, et la société Verveine n'a pour seule activité que la détention de titres "Banque Clément", elle-même en liquidation.

# Annexes aux comptes consolidés

Notes annexes au bilan au 30 juin

## NOTE 1 - CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

*(en millions d'euros)*

	juin-04	juin-03	déc-03	VARIATION juin-04/déc.03	
				VALEUR	EN %
				ABSOLUE	
COMPTES A VUE	687,7	1 245,5	739,3	-51,6	-7,0
COMPTES ET PRÊTS AU JOUR LE JOUR	0,0	0,0	405,8	-405,8	-100,0
VALEURS RECUES EN PENSION AU JOUR LE JOUR	14,0	0,0	0,0	14,0	0,0
INTERÊTS A RECEVOIR	0,8	0,9	1,1	-0,3	-27,3
<b>TOTAL DES CREANCES A VUE</b>	<b>702,5</b>	<b>1 246,4</b>	<b>1 146,2</b>	<b>-443,7</b>	<b>-38,7</b>
COMPTES ET PRÊTS A TERME	434,2	512,9	507,7	-73,5	-14,5
VALEURS RECUES EN PENSION A TERME	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TITRES RECUS EN PENSION LIVREE A TERME	1 644,3	928,7	1 639,4	4,9	0,3
PRÊTS SUBORDONNES ET TITRES PARTICIPATIFS	116,4	82,5	121,8	-5,4	-4,4
INTERÊTS A RECEVOIR	10,1	7,1	14,1	-4,0	-28,4
CREANCES DOUTEUSES, MONTANT BRUT	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CREANCES DOUTEUSES, PROVISIONS	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CREANCES DOUTEUSES COMPROMISES, MONTANT BRUT	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CREANCES DOUTEUSES COMPROMISES, PROVISIONS	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>TOTAL DES CREANCES A TERME</b>	<b>2 205,0</b>	<b>1 531,2</b>	<b>2 283,0</b>	<b>-78,0</b>	<b>-3,4</b>
<b>T O T A L</b>	<b>2 907,5</b>	<b>2 777,6</b>	<b>3 429,2</b>	<b>-521,7</b>	<b>-15,2</b>

Il faut noter que, sur le total au 30 juin 2004 des créances sur établissements de crédit, 286,4 millions d'euros représentent des opérations avec le Groupe Société Générale.

Les créances sur établissements étrangers représentent 29,0% du montant global inscrit au bilan. Il s'agit essentiellement d'établissements situés dans l'Espace Economique Européen. Les autres pays représentent 0,1% de l'encours au bilan.

ECHEANCES	< A	3 MOIS	1 AN	> A	TOTAL
	3 MOIS	A 1 AN	A 5 ANS	5 ANS	
COMPTES ET PRÊTS A TERME	236,3	108,5	43,0	46,4	434,2
VALEURS RECUES EN PENSION A TERME	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TITRES RECUS EN PENSION LIVREE A TERME	1 347,0	297,3	0,0	0,0	1 644,3
PRÊTS SUBORDONNES ET TITRES PARTICIPATIFS	0,0	4,6	47,8	64,0	116,4
<b>TOTAL</b>	<b>1 583,3</b>	<b>410,4</b>	<b>90,8</b>	<b>110,4</b>	<b>2 194,9</b>

## NOTE 2 - CREANCES SUR LA CLIENTELE

(en millions d'euros)

	juin-04	juin-03	déc-03	VARIATION juin-04/déc.03 VALEUR ABSOLUE	EN %
CREANCES COMMERCIALES	795,2	749,9	845,1	-49,9	-5,9
INTERETS A RECEVOIR	1,1	1,0	1,1	0,0	0,0
<b>TOTAL DES CREANCES COMMERCIALES</b>	<b>796,3</b>	<b>750,9</b>	<b>846,2</b>	<b>-49,9</b>	<b>-5,9</b>
AUTRES CONCOURS A LA CLIENTELE	13 600,0	12 105,5	13 169,2	430,8	3,3
PRÊTS SUBORDONNES, TITRES PARTICIPATIFS	15,3	55,2	15,2	0,1	0,7
TITRES RECUS EN PENSION LIVREE	557,8	154,4	329,3	228,5	69,4
VALEURS NON IMPUTEES	6,2	9,6	9,2	-3,0	-32,6
INTERETS A RECEVOIR	39,4	41,1	45,2	-5,8	-12,8
<b>TOTAL DES AUTRES CONCOURS A LA CLIENTELE</b>	<b>14 218,7</b>	<b>12 365,8</b>	<b>13 568,1</b>	<b>650,6</b>	<b>4,8</b>
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	1 444,3	1 833,1	1 443,8	0,5	0,0
INTERETS A RECEVOIR	26,5	29,4	27,3	-0,8	-2,9
<b>TOTAL DES COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS</b>	<b>1 470,8</b>	<b>1 862,5</b>	<b>1 471,1</b>	<b>-0,3</b>	<b>0,0</b>
<b>SOUS-TOTAL CREANCES SAINES</b>	<b>16 485,8</b>	<b>14 979,2</b>	<b>15 885,4</b>	<b>600,4</b>	<b>3,8</b>
CREANCES DOUTEUSES COMPROMISES (BRUT)	639,4	0,0	639,0	0,4	0,1
CREANCES DOUTEUSES COMPROMISES (PROVISIONS)	-538,7	0,0	-542,2	3,5	-0,6
CREANCES DOUTEUSES (BRUT)	475,1	1 110,5	430,1	45,0	10,5
CREANCES DOUTEUSES (PROVISIONS)	-140,3	-699,0	-144,5	4,2	-2,9
<b>SOUS-TOTAL CREANCES DOUTEUSES</b>	<b>435,5</b>	<b>411,5</b>	<b>382,4</b>	<b>53,1</b>	<b>13,9</b>
<b>TOTAL</b>	<b>16 921,3</b>	<b>15 390,7</b>	<b>16 267,8</b>	<b>653,5</b>	<b>4,0</b>

### TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES DOUTEUSES(\*)

(\*) : hors crédit-bail (cf note 3) et établissements de crédit (cf note 1)

dont créances compromises

dont autres créances

60,9%

62,9%

64,2%

84,3%

ND

84,9%

29,5%

62,9%

33,6%

Les encours de crédits accordés par le groupe s'accroissent globalement de 4,0% par rapport à fin 2003. Les créances douteuses nettes augmentent de 13,9%. Rappelons également que le Groupe dispose d'une provision pour risques de crédit, au passif du bilan (cf.note 13).

Concernant les concours, on note une vive progression des titres reçus en pension livrée (+ 69,4%) liée à l'activité avec certains grands institutionnels. Par ailleurs, l'ensemble des crédits regroupés dans la rubrique "autres concours" évolue de façon assez similaire: les crédits à l'habitat augmentent de 4,8% par rapport à décembre 2003, de même que les crédits d'équipements (+ 4,5%) et les crédits de trésorerie (+ 3,3%).

### ECHEANCES

	< A 3 MOIS	3 MOIS A 1 AN	1 AN A 5 ANS	> A 5 ANS	TOTAL juin-04
CREANCES COMMERCIALES	785,1	9,9	0,1	0,1	795,2
AUTRES CONCOURS A LA CLIENTELE	1 034,8	1 961,3	5 695,5	4 908,4	13 600,0
PRETS SUBORDONNES, TITRES PARTICIPATIFS	0,0	0,0	15,3	0,0	15,3
TITRES RECUS EN PENSION LIVREE	545,8	12,0	0,0	0,0	557,8
<b>TOTAL</b>	<b>2 365,7</b>	<b>1 983,2</b>	<b>5 710,9</b>	<b>4 908,5</b>	<b>14 968,3</b>

### ENCOURS GLOBAL DES CREANCES DOUTEUSES (\*)

	juin-04	juin-03	déc-03	VARIATION juin-04/déc.03 VALEUR ABSOLUE	EN %
ENCOURS DOUTEUX (BRUT)	1 128,5	1 120,8	1 081,1	47,4	4,4
PROVISIONS	-688,4	-706,7	-694,8	6,4	-0,9
<b>ENCOURS DOUTEUX (NET)</b>	<b>440,1</b>	<b>414,1</b>	<b>386,3</b>	<b>53,8</b>	<b>13,9</b>

### TAUX DE PROVISIONNEMENT DES ENCOURS DOUTEUX

61,0%

63,1%

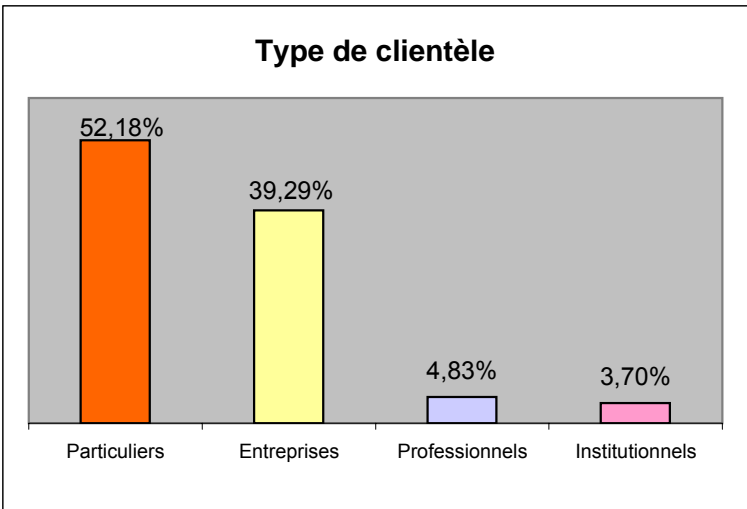
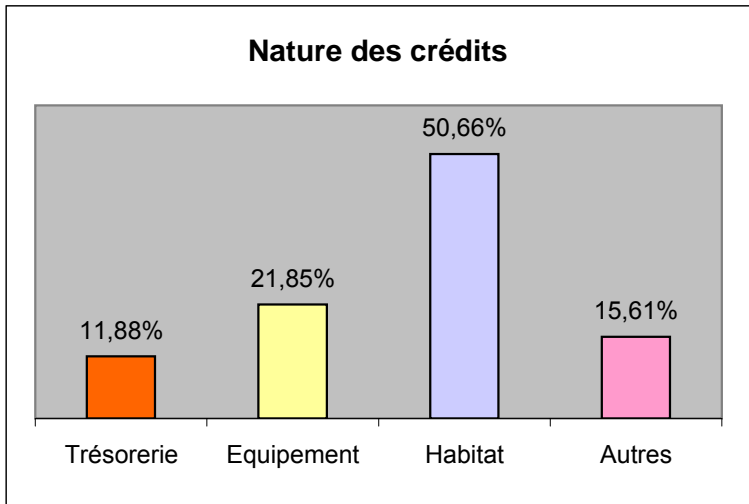
64,3%

(\*) : créances clientèle et établissements de crédit, crédit-bail inclus

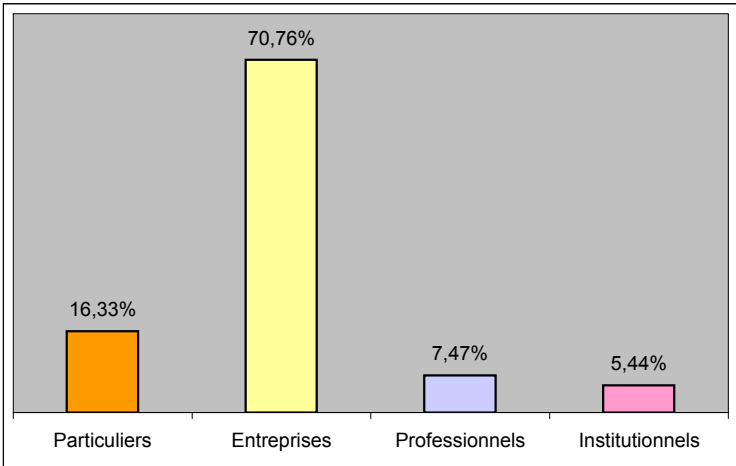
# ANALYSE DES CONCOURS A LA CLIENTELE

Les concours à la clientèle sont essentiellement concentrés sur la France ( 98,0% du total ). Le solde est représenté en majeure partie par des clients ayant la nationalité d'un des états membres de l'Espace Economique Européen ou de Monaco (1,1% pour cet ensemble).

Les "autres concours à la clientèle" atteignent 13 600,0 millions d'euros au 30 juin 2004. Ils s'analysent ainsi :



Les comptes ordinaires débiteurs, qui s'élèvent à 1 444,3 millions d'euros au 30 juin 2004, se répartissent par type de clientèle comme suit :



### NOTE 3 - OPERATIONS DE CREDIT-BAIL

(en millions d'euros)

	juin-04	juin-03	déc-03	VARIATION juin-04/déc.03 VALEUR ABSOLUE	EN %
CREDIT-BAIL ET LOCATIONS SIMPLES, MONTANT BRUT	1 677,1	1 312,4	1 511,9	165,2	10,9
CREDIT-BAIL ET LOCATIONS SIMPLES, AMORTISSEMENTS	-588,9	-404,1	-491,9	-97,0	19,7
CREANCES DOUTEUSES CREDIT-BAIL, MONTANT BRUT	10,3	10,3	9,4	0,9	9,6
CREDIT-BAIL, PROVISIONS SUR CREANCES DOUTEUSES	-7,0	-7,7	-6,7	-0,3	4,5
CREANCES DOUTEUSES COMPROMISES CREDIT-BAIL	3,7	0,0	2,7	1,0	37,0
CREDIT-BAIL, PROVISIONS SUR CREANCES COMPROMISES	-2,3	0,0	-1,4	-0,9	64,3
<b>TOTAL</b>	<b>1 092,9</b>	<b>910,9</b>	<b>1 024,0</b>	<b>68,9</b>	<b>6,7</b>

Les encours sur les opérations de crédit-bail et de locations simples, hors encours douteux, se ventilent comme suit au 30 juin 2004 :

ECHEANCES	< A	3 MOIS	1 AN	> A	TOTAL
	3 MOIS	A 1 AN	A 5 ANS	5 ANS	juin-04
OPERATIONS DE CREDIT-BAIL	70,7	98,6	723,1	195,8	1 088,2

Les encours de crédit-bail augmentent encore ce premier semestre de 6,7% (soit une évolution de +20,0% en un an). Cette évolution provient exclusivement de Starlease, société de crédit-bail mobilier du Groupe Crédit du Nord créée en 2001. Malgré cette hausse, la part du crédit-bail dans le total des concours à la clientèle demeure relativement modérée (environ 6,1%). Cette part devrait toutefois avoir tendance à progresser dans les années à venir, au fur et à mesure de la montée en régime de Starlease.

## NOTE 4 - PORTEFEUILLE TITRES

(en millions d'euros)

	juin-04	juin-03	déc-03	VARIATION juin-04/déc.03 VALEUR ABSOLUE	EN %
TITRES DE TRANSACTION	98,2	93,2	119,3	-21,1	-17,7
TITRES DE PLACEMENT	793,3	287,3	761,4	31,9	4,2
TITRES DE L'ACTIVITE DE PORTEFEUILLE	14,4	14,9	14,5	-0,1	-0,7
TITRES D'INVESTISSEMENT	475,1	594,5	467,5	7,6	1,6
<b>TOTAL</b>	<b>1 381,0</b>	<b>989,9</b>	<b>1 362,7</b>	<b>18,3</b>	<b>1,3</b>
Dont EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILEES	682,7	796,9	629,2	53,5	8,5
Dont OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE	558,3	65,5	569,2	-10,9	-1,9
Dont ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE	140,0	127,5	164,3	-24,3	-14,8

La valeur nette du portefeuille titres s'élève au 30 juin 2004 à 1 381,0 millions d'euros, en hausse de 1,3% par rapport à décembre 2003.

A fin juin 2004, la société de bourse Gilbert Dupont a comptabilisé un portefeuille de transaction pour 98,2 millions d'euros, essentiellement composé d'actions.

Le **portefeuille de placement** enregistre une hausse par rapport à décembre 2003, du fait principalement de la hausse de l'encours d'effets publics. Dans le portefeuille de placement, les titres d'OPCVM représentent 36,0 millions d'euros. Ces titres sont des parts d'OPCVM français à 100%. L'encours d'OPCVM de capitalisation s'élève à 25,3 millions d'euros, celui des OPCVM d'autres natures à 10,7 millions d'euros (contre respectivement 38,4 millions d'euros et 3,1 millions d'euros en décembre 2003).

Il n'y a pas de transferts entre portefeuilles sur le premier semestre 2004.

Les plus-values latentes sur la valeur nette du portefeuille de placement s'élèvent à 7,3 millions d'euros à fin juin 2004 (dont 5,5 millions d'euros sur les actions et autres titres à revenu variable, et 1,8 million d'euros sur les obligations et autres titres à revenu fixe), contre 7,8 millions d'euros à fin 2003 (dont 5,5 millions d'euros sur les actions et 2,3 millions d'euros sur les obligations). Les plus-values latentes sur les titres de l'activité de portefeuille s'élèvent à 4,3 millions d'euros à fin juin 2004 (contre 3,4 millions d'euros au 31 décembre 2003).

Les moins-values latentes sur titres de placement faisant l'objet d'une provision s'élèvent à 5,6 millions d'euros au 30 juin 2004 (contre 5,7 millions d'euros au 31 décembre 2003); les moins-values latentes sur titres de l'activité de portefeuille (par ailleurs provisionnées) s'élèvent à 3,2 millions d'euros au 30 juin 2004 (contre 3,7 millions d'euros au 31 décembre 2003).

Quant au **portefeuille d'investissement**, il enregistre une hausse de 1,6% sur l'exercice. A noter qu'aucun titre n'a été cédé avant l'échéance.



Globalement, et tous portefeuilles confondus, dans le poste "obligations et autres titres à revenu fixe", la part des seules obligations en principal s'élève en fin d'exercice à 46,5 millions d'euros, dont 16,8 millions d'euros émis par des organismes publics (contre respectivement 39,7 millions d'euros et 16,9 millions d'euros à fin 2003).

L'échéancier des titres de placement à revenu fixe (effets publics et obligations), après provision de 0,6 million d'euros, est le suivant au 30 juin 2004 :

ECHEANCES	< A 3 MOIS	3 MOIS A 1 AN	1 AN A 5 ANS	> A 5 ANS	TOTAL juin-04
<b>TOTAL</b>	<b>21,7</b>	<b>598,3</b>	<b>130,0</b>	<b>1,9</b>	<b>751,9</b>

L'échéancier des titres d'investissement est le suivant au 30 juin 2004 :

ECHEANCES	< A 3 MOIS	3 MOIS A 1 AN	1 AN A 5 ANS	> A 5 ANS	TOTAL juin-04
<b>TOTAL</b>	<b>0,5</b>	<b>44,2</b>	<b>428,1</b>	<b>2,3</b>	<b>475,1</b>

#### VALEUR DE REMBOURSEMENT AU 30 JUIN 2004

	VALEUR BRUTE AU BILAN <sup>(1)</sup>	VALEUR DE REMBOURSEMENT	DECOTE/SURCOTE RESTANT A AMORTIR
TITRES DE PLACEMENT A REVENU FIXE	746,7	738,5	-8,2
TITRES D'INVESTISSEMENT	467,0	479,9	12,9

(1) La valeur brute des titres de placement à revenu fixe et des titres d'investissement ne tient pas compte des intérêts courus non échus.

## NOTE 5 - TITRES DE PARTICIPATION

(en millions d'euros)

	juin-04	juin-03	déc-03	VARIATION juin-04/déc.03	
				VALEUR ABSOLUE	EN %
<b>TITRES DE PARTICIPATION</b>					
MONTANT BRUT	8,7	5,1	7,6	1,1	14,5
PROVISIONS	-1,8	-1,9	-1,9	0,1	-5,3
<b>MONTANT NET</b>	<b>6,9</b>	<b>3,2</b>	<b>5,7</b>	<b>1,2</b>	<b>21,1</b>
<b>AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME</b>					
MONTANT BRUT	59,3	50,0	55,4	3,9	7,0
PROVISIONS	-0,3	-0,4	-0,3	0,0	0,0
<b>MONTANT NET</b>	<b>59,0</b>	<b>49,6</b>	<b>55,1</b>	<b>3,9</b>	<b>7,1</b>
<b>SOCIETES CIVILES IMMOBILIERES</b>					
MONTANT BRUT	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0
PROVISIONS	0,0	0,0	0,0	0,0	-
<b>MONTANT NET</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>AVANCES D'ACTIONNAIRE</b>					
MONTANT BRUT	2,2	3,5	3,1	-0,9	-29,0
PROVISIONS	-0,9	-1,1	-1,1	0,2	-18,2
<b>MONTANT NET</b>	<b>1,3</b>	<b>2,4</b>	<b>2,0</b>	<b>-0,7</b>	<b>-35,0</b>
<b>T O T A L</b>	<b>67,3</b>	<b>55,3</b>	<b>62,9</b>	<b>4,4</b>	<b>7,0</b>

Le portefeuille des titres de participation a évolué comme suit :

VALEUR COMPTABLE BRUTE		PROVISIONS	
<b>MONTANT AU 31 DECEMBRE 2003</b>	<b>7,6</b>	<b>MONTANT AU 31 DECEMBRE 2003</b>	<b>-1,9</b>
. INVESTISSEMENTS	1,5	. DOTATIONS	0,0
. DESINVESTISSEMENTS	-0,4	. REPRISES	0,0
. AUTRES MOUVEMENTS	0,0	. AUTRES MOUVEMENTS	0,1
<b>MONTANT AU 30 JUIN 2004</b>	<b>8,7</b>	<b>MONTANT AU 30 JUIN 2004</b>	<b>-1,8</b>
<b>VALEUR NETTE AU 30 JUIN 2004</b>			<b>6,9</b>

Le portefeuille comptabilisé sous le poste "autres titres détenus à long terme" a évolué comme suit :

VALEUR COMPTABLE BRUTE		PROVISIONS	
<b>MONTANT AU 31 DECEMBRE 2003</b>	<b>55,4</b>	<b>MONTANT AU 31 DECEMBRE 2003</b>	<b>-0,3</b>
. INVESTISSEMENTS	3,9	. DOTATIONS	0,0
. DESINVESTISSEMENTS	0,0	. REPRISES	0,0
. AUTRES MOUVEMENTS	0,0	. AUTRES MOUVEMENTS	0,0
<b>MONTANT AU 30 JUIN 2004</b>	<b>59,3</b>	<b>MONTANT AU 30 JUIN 2004</b>	<b>-0,3</b>
<b>VALEUR NETTE AU 30 JUIN 2004</b>			<b>59,0</b>

La hausse du portefeuille de titres de participation provient notamment d'une souscription au FCPE "PME France Investissement" pour 1,5 million d'euros.

Concernant les "autres titres détenus à long terme", les investissements de l'exercice ont porté sur des titres "de place" (participation à l'augmentation de capital de Crédit Logement pour 3,9 millions d'euros).

## NOTE 6 - IMMOBILISATIONS

(en millions d'euros)

	juin-04		juin-03		déc-03
	VALEUR BRUTE	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS CUMULES	VALEUR NETTE	VALEUR NETTE	VALEUR NETTE
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	152,0	79,1	72,9	55,9	62,4
DONT FONDS COMMERCIAL	24,4	24,4	0,0	0,0	0,0
DONT LOGICIELS CREES	65,9	5,2	60,7	42,1	50,4
DONT LOGICIELS ACQUIS	61,3	49,3	12,0	13,0	11,8
TERRAINS ET CONSTRUCTIONS (1)	162,7	46,5	116,2	44,9	106,8
EQUIPEMENTS INFORMATIQUES	105,8	84,1	21,7	26,7	23,9
AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES (1)	342,0	226,9	115,1	108,5	114,0
<b>TOTAL DES IMMOBILISATIONS</b>	<b>762,5</b>	<b>436,6</b>	<b>325,9</b>	<b>236,0</b>	<b>307,1</b>
(1) DONT IMMOBILISATIONS CORPORELLES HORS EXPLOITATION	19,2	7,7	11,5	9,6	8,3

VALEUR BRUTE COMPTABLE	MONTANT AU 31/12/03	ENTREES	SORTIES	AUTRES MOUVEMENTS	MONTANT AU 30/06/04
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>					
. LOGICIELS ACQUIS	63,5	3,9	-6,2	0,1	61,3
. LOGICIELS CREES	52,9	13,0	0,0	0,0	65,9
. AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	23,9	0,9	0,0	0,0	24,8
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>140,3</b>	<b>17,8</b>	<b>-6,2</b>	<b>0,1</b>	<b>152,0</b>

<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>					
. TERRAINS ET CONSTRUCTIONS	149,5	0,0	0,0	13,2	162,7
. EQUIPEMENTS INFORMATIQUES	104,2	3,2	-2,1	0,5	105,8
. AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	329,2	14,6	-2,4	0,6	342,0
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>582,9</b>	<b>17,8</b>	<b>-4,5</b>	<b>14,3</b>	<b>610,5</b>

AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	MONTANT AU 31/12/03	DOTATIONS (1)	SORTIES	AUTRES MOUVEMENTS	MONTANT AU 30/06/04
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>					
. LOGICIELS ACQUIS	51,7	3,8	-6,2	0,0	49,3
. LOGICIELS CREES	2,5	2,7	0,0	0,0	5,2
. AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	23,7	0,7	0,0	0,2	24,6
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>77,9</b>	<b>7,2</b>	<b>-6,2</b>	<b>0,2</b>	<b>79,1</b>

<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>					
. TERRAINS ET CONSTRUCTIONS	42,7	1,3	0,0	2,5	46,5
. EQUIPEMENTS INFORMATIQUES	80,3	5,9	-2,1	0,0	84,1
. AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	215,2	11,2	-2,3	2,8	226,9
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>338,2</b>	<b>18,4</b>	<b>-4,4</b>	<b>5,3</b>	<b>357,5</b>

(1) : sur une dotation globale aux amortissements de 25,6 millions d'euros, 0,3 million d'euros concerne des immobilisations hors exploitation, et le solde des immobilisations d'exploitation.

Les investissements sont en nette augmentation par rapport au premier semestre 2003. Toutefois, cette augmentation s'explique par les seuls investissements informatiques. En effet, l'effort d'investissement en matière informatique, tant en logiciels acquis ou créés qu'en équipements, représente en juin 2004 à lui seul 56% de l'investissement global du Groupe, soit environ 20,1 millions d'euros.

Il est à noter que, parmi les autres mouvements sur la valeur brute comptable des immobilisations corporelles qui s'élèvent à 14,3 millions d'euros, l'incidence de la variation de périmètre (première consolidation de la société Europe Lafayette) représente +16,2 millions d'euros. Les autres éléments de variation s'élèvent à -1,9 million d'euros.

De la même façon, les autres mouvements (pour +5,3 millions d'euros) sur les amortissements proviennent exclusivement de l'entrée de la société Europe Lafayette dans le périmètre de consolidation.

Concernant les "logiciels créés", il s'agit de dix grands projets informatiques du Groupe. Les objectifs et les enjeux des principaux d'entre eux ont été détaillés dans l'annexe aux comptes consolidés 2003, à l'exception du dixième projet né au premier semestre 2004, et décrit ci-dessous. A ce sujet, rappelons que l'ensemble des banques du Groupe Crédit du Nord bénéficie du même système informatique multibancaire.

#### Projet n°10:

Ce projet concerne l'extension à de nouvelles fonctionnalités du système d'information décisionnel mis en place par les projets n°3 et 4 : ajout des engagements, des produits d'assurance vie, des comptes à terme, des titres, et de la notation des clients. Cette extension s'accompagne de travaux d'architecture du système notamment sur l'historisation des données. Ce projet sera mis en service au premier semestre 2006 et amorti sur 5 ans.

Les montants immobilisés au titre de ces projets se déclinent ainsi (la numérotation des projets faisant référence à celle utilisée pour la description des projets, effectuée dans l'annexe aux comptes 2003):

VALEUR NETTE COMPTABLE	MONTANT AU 31/12/03	MONTANT IMMOBILISE EN 2004	MONTANT AMORTI EN 2004	AUTRES MOUVEMENTS	MONTANT AU 30/06/04
<b>PROJETS INFORMATIQUES</b>					
. PROJET N° 1	34,3	5,5	-1,2	0,0	38,6
. PROJET N° 2	0,2	0,0	-0,1	0,0	0,1
. PROJET N° 3	1,4	0,0	-0,3	0,0	1,1
. PROJET N° 4	1,7	0,0	-0,2	0,0	1,5
. PROJET N° 5	7,8	0,0	-0,9	0,0	6,9
. PROJET N° 6	1,8	0,7	0,0	0,0	2,5
. PROJET N° 7	1,8	0,8	0,0	0,0	2,6
. PROJET N°8	0,8	3,7	0,0	0,0	4,5
. PROJET N° 9	0,6	1,9	0,0	0,0	2,5
. PROJET N° 10	0,0	0,4	0,0	0,0	0,4
<b>TOTAL LOGICIELS CREES</b>	<b>50,4</b>	<b>13,0</b>	<b>-2,7</b>	<b>0,0</b>	<b>60,7</b>

## NOTE 7 - COMPTES DE REGULARISATION, D'OPERATIONS SUR TITRES ET DIVERS

(en millions d'euros)

	juin-04	juin-03	déc-03	VARIATION juin-04/déc-03 VALEUR ABSOLUE	EN %
<b>ACTIF</b>					
CHEQUES ET EFFETS A L'ENCAISSEMENT	31,1	27,1	17,5	13,6	77,7
OPERATIONS SUR TITRES	10,4	23,5	9,9	0,5	5,1
GESTION COLLECTIVE DES CODEVI	64,6	64,6	63,8	0,8	1,3
COMPTES DE REGULARISATION ET DIVERS	524,1	508,2	598,7	-74,6	-12,5
PROVISIONS SUR COMPTES CI-DESSUS	-4,2	-2,6	-4,2	0,0	0,0
AUTRES ACTIFS D'ASSURANCE	8,4	21,8	5,3	3,1	58,5
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>634,4</b>	<b>642,6</b>	<b>691,0</b>	<b>-56,6</b>	<b>-8,2</b>
<b>PASSIF</b>					
COMPTES EXIGIBLES APRES ENCAISSEMENT	282,1	897,3	312,2	-30,1	-9,6
OPERATIONS SUR TITRES	24,1	33,9	20,6	3,5	17,0
COMPTES DE REGULARISATION ET DIVERS	605,7	580,6	651,4	-45,7	-7,0
AUTRES PASSIFS D'ASSURANCE	29,6	64,9	22,0	7,6	34,5
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>941,5</b>	<b>1 576,7</b>	<b>1 006,2</b>	<b>-64,7</b>	<b>-6,4</b>

Il faut noter que, dans le tableau ci-dessus, les rubriques "comptes de régularisations et divers" incluent, à l'actif, un impôt différé pour 63,9 millions d'euros, et au passif, une provision pour impôt différé de 68,5 millions d'euros (soit un passif net d'impôts différés de 4,6 millions d'euros à fin juin 2004, à comparer à -0,8 million d'euros à fin 2003). Ces deux postes sont analysés par nature ci-dessous.

	juin-04	déc-03
<b>Impôts différés actifs :</b>		
Provisions sur engagements sociaux	39,9	28,4
Autres provisions non déductibles	14,0	15,4
Déficits fiscaux reportables	0,0	1,1
Autres différences temporaires	10,0	13,5
<b>Total</b>	<b>63,9</b>	<b>58,4</b>
<b>Impôts différés passifs :</b>		
Réserve latente de crédit-bail	27,2	24,5
Résultats des sociétés fiscalement transparentes	27,3	18,8
Ecart d'évaluation	2,2	2,2
Résultats imposés ultérieurement	6,5	7,2
Autres différences temporaires	5,3	4,9
<b>Total</b>	<b>68,5</b>	<b>57,6</b>
<b>Impôts différés passifs nets</b>	<b>4,6</b>	<b>-0,8</b>

**L'évolution de l'impôt différé net au bilan s'établit de la façon suivante :**

Impôts différés passifs nets 12/03	-0,8
Impôts différés passifs nets 06/04	4,6
<b>Variation des impôts différés passifs nets au 30/06/04 (Augmentation du passif)</b>	<b>5,4</b>

Cette variation s'analyse ainsi :

Impôt différé comptabilisé en résultat (cf. note 33)	14,8
Impôts différés actifs résultant du changement de méthode comptable sur les passifs sociaux (recommandation 2003 R-01), imputés sur les capitaux propres	-10,7
Variation du périmètre de consolidation	1,3
<b>Variation globale</b>	<b>5,4</b>

## NOTE 8 - ACTIFS ET PASSIFS D'ASSURANCE

*(en millions d'euros)*

	juin-04	juin-03	déc-03	VARIATION juin-04/déc-03	
				VALEUR	EN %
				ABSOLUE	
<b>ACTIFS</b>					
ACTIFS REPRESENTATIFS DE CONTRATS EN UNITES DE COMPTES	820,6	591,2	697,7	122,9	17,6
OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE	405,1	360,3	408,5	-3,4	-0,8
ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE	7,8	6,8	7,1	0,7	9,9
DEPOTS AUPRES DES ENTREPRISES CEDANTES	441,5	426,1	434,2	7,3	1,7
AUTRES PLACEMENTS	0,2	0,2	0,2	0,0	0,0
<b>PLACEMENTS DES ENTREPRISES D'ASSURANCE</b>	<b>1 675,2</b>	<b>1 384,6</b>	<b>1 547,7</b>	<b>127,5</b>	<b>8,2</b>
PART DES REASSUREURS DANS PROVISIONS TECHNIQUES - VIE	149,3	113,0	130,6	18,7	14,3
PART DES REASSUREURS DANS PROVISIONS TECHNIQUES - NON VIE	0,1	0,1	0,0	0,1	-
<b>PART DES REASSUREURS DANS LES PROVISIONS TECHNIQUES</b>	<b>149,4</b>	<b>113,1</b>	<b>130,6</b>	<b>18,8</b>	<b>14,4</b>
<b>PASSIFS</b>					
PROVISIONS TECHNIQUES DES CONTRATS EN UNITES DE COMPTES	820,6	626,9	694,9	125,7	18,1
PROVISIONS POUR PARTICIPATION DES ASSURES	2,5	1,6	1,8	0,7	38,9
AUTRES PROVISIONS TECHNIQUES LIEES AUX CONTRATS D'ASSURANCE VIE	921,1	765,2	881,7	39,4	4,5
AUTRES PROVISIONS TECHNIQUES LIEES AUX CONTRATS D'ASSURANCE NON-VIE	1,9	1,9	2,0	-0,1	-5,0
<b>PROVISIONS TECHNIQUES DES ENTREPRISES D'ASSURANCE</b>	<b>1 746,1</b>	<b>1 395,6</b>	<b>1 580,4</b>	<b>165,7</b>	<b>10,5</b>

L'augmentation, entre décembre 2003 et juin 2004, de la valeur des actifs représentatifs de contrats en unités de comptes reflète l'effet conjugué d'une bonne collecte de primes, la clientèle revenant vers ces supports plus risqués, tout ceci dans un contexte de reprise des marchés financiers. Cette variation s'accompagne d'une progression concomitante des provisions techniques des contrats en unités de comptes.

## NOTE 9 - ECARTS D'ACQUISITION

(en millions d'euros)

	juin-04	juin-03	déc-03	VARIATION juin-04/déc.03	
				VALEUR ABSOLUE	EN %
VALEUR NETTE AU 1 <sup>ER</sup> JANVIER	48,5	51,0	51,0	-2,5	-4,9
ECARTS D'ACQUISITION DE LA PERIODE	0,0	1,3	1,4	-1,4	-
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	-2,0	-1,9	-3,9	1,9	-48,7
<b>VALEUR NETTE EN FIN DE PERIODE</b>	<b>46,5</b>	<b>50,4</b>	<b>48,5</b>	<b>-2,0</b>	<b>-4,1</b>

dont :

. Valeur brute	75,5	76,8	76,9
. Amortissements	29,0	26,4	28,4

### Principaux écarts nets

. Banque Courtois	9,6	10,9	10,3
. Banque Laydernier	12,3	13,3	12,8
. Banque Kolb	21,7	22,9	22,3
. Banque Tarneaud	2,9	3,3	3,1

Il n'y a pas eu au cours du premier semestre 2004, de nouvel écart d'acquisition. Rappelons que les écarts d'acquisition constatés au cours de l'exercice 2003 concernaient des rachats de titres « Banque Tarneaud ».



## NOTE 10 - DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

(en millions d'euros)

	juin-04	juin-03	déc-03	VARIATION juin-04/déc.03	
				VALEUR ABSOLUE	EN %
COMPTES A VUE	436,4	307,4	320,4	116,0	36,2
COMPTES ET EMPRUNTS AU JOUR LE JOUR	12,3	138,0	53,3	-41,0	-76,9
VALEURS DONNEES EN PENSION AU JOUR LE JOUR	81,5	31,0	0,0	81,5	-
TITRES DONNES EN PENSION AU JOUR LE JOUR	79,2	24,1	42,0	37,2	88,6
INTERETS A PAYER	1,2	1,0	1,3	-0,1	-7,7
<b>TOTAL DES DETTES A VUE</b>	<b>610,6</b>	<b>501,5</b>	<b>417,0</b>	<b>193,6</b>	<b>46,4</b>
COMPTES ET EMPRUNTS A TERME	515,5	475,9	559,2	-43,7	-7,8
VALEURS DONNEES EN PENSION A TERME	98,8	98,8	240,8	-142,0	-59,0
TITRES DONNES EN PENSION A TERME	612,4	204,8	219,0	393,4	179,6
INTERETS A PAYER	5,3	5,2	8,8	-3,5	-39,8
<b>TOTAL DES DETTES A TERME</b>	<b>1 232,0</b>	<b>784,7</b>	<b>1 027,8</b>	<b>204,2</b>	<b>19,9</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 842,6</b>	<b>1 286,2</b>	<b>1 444,8</b>	<b>397,8</b>	<b>27,5</b>

L'échéancier des dettes à terme envers les établissements de crédit se décompose comme suit au 30 juin 2004 :

ECHEANCES	< A 3 MOIS	3 MOIS A 1 AN	1 AN A 5 ANS	> A 5 ANS	TOTAL juin-04
COMPTES ET EMPRUNTS A TERME	38,3	86,4	221,9	168,9	515,5
VALEURS DONNEES EN PENSION A TERME	0,0	15,0	3,8	80,0	98,8
TITRES DONNES EN PENSION A TERME	612,4	0,0	0,0	0,0	612,4
<b>TOTAL</b>	<b>650,7</b>	<b>101,4</b>	<b>225,7</b>	<b>248,9</b>	<b>1 226,7</b>

Il faut noter que, sur le total au 30 juin 2004 des dettes envers les établissements de crédit, 173,7 millions d'euros représentent des opérations avec le Groupe Société Générale.

## NOTE 11 - COMPTES CREDITEURS DE LA CLIENTELE

(en millions d'euros)

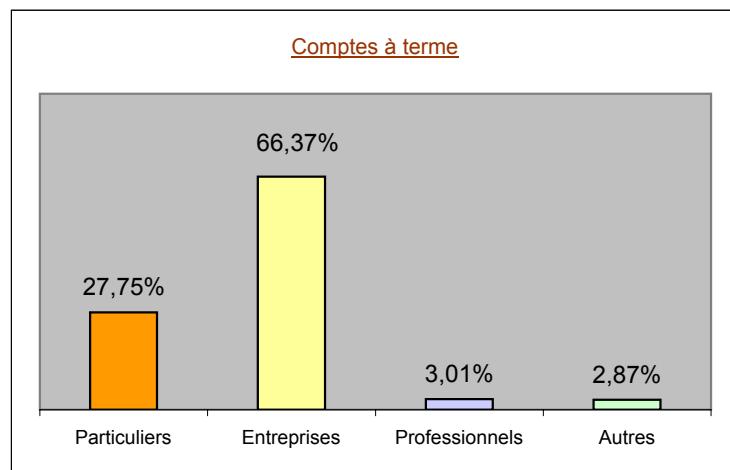
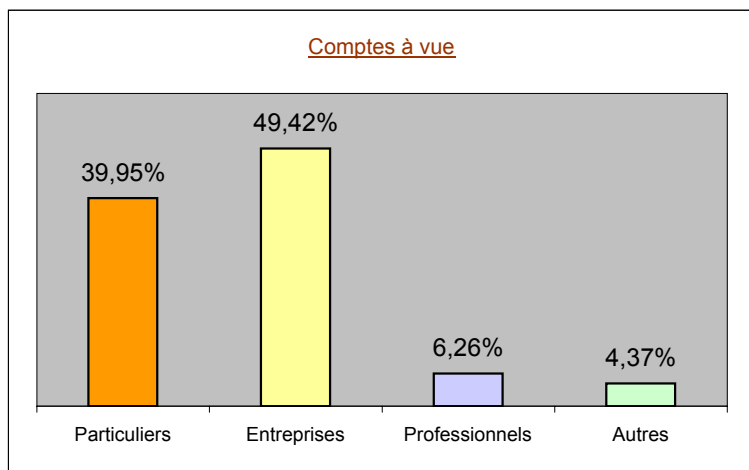
	juin-04	juin-03	déc-03	VARIATION juin-04/déc.03	
				VALEUR ABSOLUE	EN %
COMPTES D'EPARGNE A REGIME SPECIAL A VUE	3 134,5	2 835,0	2 935,9	198,6	6,8
COMPTES D'EPARGNE A REGIME SPECIAL A TERME	2 405,2	2 561,8	2 421,9	-16,7	-0,7
COMPTES A VUE ET AU JOUR LE JOUR	7 271,7	6 898,7	7 400,2	-128,5	-1,7
COMPTES A TERME	524,2	594,0	624,7	-100,5	-16,1
VALEURS DONNEES EN PENSION LIVREE AU JOUR LE JOUR	0,0	0,0	0,0	0,0	-
VALEURS DONNEES EN PENSION LIVREE A TERME	0,0	0,0	202,5	-202,5	-100,0
TITRES DONNES EN PENSION LIVREE AU JOUR LE JOUR	0,0	0,0	0,0	0,0	-
TITRES DONNES EN PENSION LIVREE A TERME	924,0	846,5	566,4	357,6	63,1
INTERETS A PAYER	74,9	87,9	140,2	-65,3	-46,6
DEPOTS DE GARANTIE	0,8	0,8	0,8	0,0	0,0
<b>TOTAL</b>	<b>14 335,3</b>	<b>13 824,7</b>	<b>14 292,6</b>	<b>42,7</b>	<b>0,3</b>

L'échéancier des dépôts se présente comme suit au 30 juin 2004 :

ECHEANCES	< A	3 MOIS	1 AN	> A	TOTAL
	3 MOIS	A 1 AN	A 5 ANS	5 ANS	
COMPTES D'EPARGNE A REGIME SPECIAL A TERME	1 101,8	563,8	681,6	58,0	2 405,2
COMPTES A TERME	410,3	65,0	39,9	9,0	524,2
VALEURS DONNEES EN PENSION LIVREE A TERME	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TITRES DONNES EN PENSION LIVREE A TERME	912,0	12,0	0,0	0,0	924,0
<b>TOTAL</b>	<b>2 424,1</b>	<b>640,8</b>	<b>721,5</b>	<b>67,0</b>	<b>3 853,4</b>

Les dépôts de la clientèle sont relativement stables sur les 6 derniers mois. Les différentes catégories de dépôts n'enregistrent toutefois pas les mêmes évolutions : les comptes à vue stagnent autour de 7 milliards d'euros, alors que l'épargne réglementée bénéficie de taux relativement attractifs et confirme ainsi la progression constatée en 2003. Pour des raisons inverses, les comptes à terme diminuent dans des proportions significatives.

La répartition des dépôts par type de clientèle est la suivante :



## NOTE 12 - DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE

(en millions d'euros)

	juin-04	juin-03	déc-03	VARIATION juin-04/déc.03 VALEUR ABSOLUE	EN %
BONS DE CAISSE ET BONS D'ÉPARGNE	32,6	47,0	35,9	-3,3	-9,2
TITRES DU MARCHÉ INTERBANCAIRE	0,0	0,0	0,0	0,0	-
TITRES DE CRÉANCES NEGOCIABLES	5 655,4	4 240,2	5 132,4	523,0	10,2
OBLIGATIONS	0,0	0,0	0,0	0,0	-
INTERÊTS À PAYER	94,6	80,9	81,8	12,8	15,6
<b>TOTAL</b>	<b>5 782,6</b>	<b>4 368,1</b>	<b>5 250,1</b>	<b>532,5</b>	<b>10,1</b>

L'échéancier des dettes représentées par un titre est le suivant au 30 juin 2004 :

ECHEANCES	< A 3 MOIS	3 MOIS A 1 AN	1 AN A 5 ANS	> A 5 ANS	TOTAL juin-04
BONS DE CAISSE ET BONS D'ÉPARGNE	14,7	5,2	12,7	0,0	32,6
TITRES DU MARCHÉ INTERBANCAIRE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TITRES DE CRÉANCES NEGOCIABLES	2 630,3	2 002,7	617,4	405,0	5 655,4
OBLIGATIONS	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>TOTAL</b>	<b>2 645,0</b>	<b>2 007,9</b>	<b>630,1</b>	<b>405,0</b>	<b>5 688,0</b>

## NOTE 13 - SYNTHÈSE DES PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF DU BILAN

(en millions d'euros)

	juin-04	juin-03	déc-03	VARIATION juin-04/déc.03	
				VALEUR ABSOLUE	EN %
PROVISIONS POUR AVANTAGES POST EMPLOI	103,8	75,0	78,3	25,5	32,6
PROVISIONS POUR AVANTAGES LONG TERME	28,7	20,9	21,6	7,1	32,9
PROVISIONS INDEMNITES DE FIN DE CONTRAT DE TRAVAIL	7,1	0,0	0,0	7,1	-
PROVISIONS POUR AUTRES ENGAGEMENTS SOCIAUX	6,5	7,2	7,6	-1,1	-14,5
PROVISIONS POUR RISQUES IMMOBILIERS	0,9	1,5	1,3	-0,4	-30,8
PROVISIONS POUR RISQUES PAYS	0,9	0,9	0,7	0,2	28,6
PROVISIONS POUR LITIGES	27,2	24,9	27,2	0,0	0,0
PROVISIONS POUR RISQUE DE CREDIT	30,4	31,0	33,4	-3,0	-9,0
PROVISIONS SUR ENGAGEMENTS HORS BILAN	14,6	14,0	16,1	-1,5	-9,3
AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	7,6	6,5	8,8	-1,2	-13,6
<b>TOTAL</b>	<b>227,7</b>	<b>181,9</b>	<b>195,0</b>	<b>32,7</b>	<b>16,8</b>

Du fait de l'application de la recommandation 2003-R01 du Conseil National de la Comptabilité sur les passifs sociaux, le bilan d'ouverture de l'exercice 2004 en ce qui concerne les passifs sociaux s'établit ainsi :

PREMIERE APPLICATION DE LA RECOMMANDATION 2003-R01 DU C.N.C.	STOCK AU 31/12/2003	Reclassements	Prélèvements sur les capitaux propres	STOCK AU 01/01/2004
PROVISIONS POUR AVANTAGES POST EMPLOI	78,3	-8,6	30,2	99,9
PROVISIONS POUR AVANTAGES LONG TERME	21,6	6,1	0,0	27,7
PROVISIONS INDEMNITES DE FIN DE CONTRAT DE TRAVAIL	0,0	9,0	0,0	9,0
<b>TOTAL</b>	<b>99,9</b>	<b>6,5</b>	<b>30,2</b>	<b>136,6</b>

Les variations de provisions au cours du premier semestre 2004 s'analysent de la façon suivante :

	STOCK 01/01/2004	DOTATIONS	REPRISES ET UTILISATIONS	AUTRES MOUVEMENTS	STOCK 30/06/2004
PROVISIONS POUR AVANTAGES POST EMPLOI	99,9	7,1	-3,2	0,0	103,8
PROVISIONS POUR AVANTAGES LONG TERME	27,7	1,4	-0,4	0,0	28,7
PROVISIONS INDEMNITES DE FIN DE CONTRAT DE TRAVAIL	9,0	0,0	-1,9	0,0	7,1
PROVISIONS POUR AUTRES ENGAGEMENTS SOCIAUX	7,6	1,6	-1,5	-1,2	6,5
PROVISIONS POUR RISQUES IMMOBILIERS	1,3	0,0	-0,7	0,3	0,9
PROVISIONS POUR RISQUES PAYS	0,7	0,2	0,0	0,0	0,9
PROVISIONS POUR LITIGES CLIENTELE	27,2	1,8	-1,8	0,0	27,2
PROVISIONS POUR RISQUE DE CREDIT	33,4	0,0	-3,0	0,0	30,4
PROVISIONS SUR ENGAGEMENTS HORS BILAN	16,1	4,4	-5,9	0,0	14,6
AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	8,8	0,3	-1,0	-0,5	7,6
<b>TOTAL</b>	<b>231,7</b>	<b>16,8</b>	<b>-19,4</b>	<b>-1,4</b>	<b>227,7</b>

Les provisions maintenues au passif du bilan sont détaillées ci-dessus. Les provisions pour risques immobiliers couvrent des pertes à terminaison relatives aux prises de participation dans des programmes immobiliers. Les provisions pour risques de crédit, qui ne sont pas individualisées par dossier, couvrent plusieurs natures de risques latents, dont le risque sectoriel régional (risque global sur des secteurs de l'économie régionale fragilisés par une conjoncture défavorable spécifique).

La recommandation 2003-R01 du Conseil National de la Comptabilité, relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires, s'applique aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2004. Le Groupe Crédit du Nord a choisi de suivre cette recommandation. Celle-ci prévoit que les changements résultant de sa première application seront traités selon les dispositions relatives aux changements de méthode comptable. Le Groupe Crédit du Nord a donc imputé sur ses capitaux propres l'impact de ce changement de méthode, pour un montant de 30,2 millions d'euros (avant effet fiscal). Ceci résulte de la reconnaissance de certains avantages postérieurs à l'emploi non comptabilisés au 31 décembre 2003, et notamment les régimes de prévoyance et d'assistance médicale.

Ces engagements sociaux, ainsi que leurs couvertures, sont détaillés en note 17.

**Il convient de noter les points suivants :**

■ La provision pour risques de crédit est calculée de la façon suivante : la Direction Centrale des Risques du Groupe indique chaque année les secteurs d'activité, et les natures de créances, pour lesquels la probabilité de défaut à court terme est estimée élevée au regard du passé récent. L'encours global de ces créances est ensuite provisionné par application des taux déterminés par la Direction Centrale des Risques. Par ailleurs, les crédits gérés par la Direction du recouvrement amiable des particuliers ont fait l'objet d'une provision globale, eu égard aux caractéristiques très spécifiques de cette population. Enfin, les petits crédits (inférieurs à 1500 euros) ne sont pas provisionnés individuellement, mais couverts par une provision globale de 1,5 million d'euros à fin juin 2004, incluse dans la provision pour risques de crédit (cf. note annexe n°16).

## NOTE 14 - DETTES SUBORDONNEES

(en millions d'euros)

	juin-04	juin-03	déc-03	VARIATION juin-04/déc.03	
				VALEUR ABSOLUE	EN %
ENCOURS AU 1 <sup>ER</sup> JANVIER	376,5	376,5	376,5	0,0	0,0
NOUVEAUX EMPRUNTS	50,0	0,0	0,0	50,0	-
REMBOURSEMENTS DES EMPRUNTS	-0,4	0,0	0,0	-0,4	-
VARIATIONS DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION	0,0	0,0	0,0	0,0	-
ENCOURS FIN DE PERIODE (31 DECEMBRE OU 30 JUIN)	426,1	376,5	376,5	49,6	13,2
DONT :					
. TITRES PARTICIPATIFS	10,9	11,3	11,3	-0,4	-3,5
. TITRES SUBORDONNES REMBOURSABLES	407,2	357,2	357,2	50,0	14,0
. TITRES SUBORDONNES A DUREE INDETERMINEE	8,0	8,0	8,0	0,0	0,0
INTERETS A PAYER	8,2	8,1	8,1	0,1	1,2
<b>TOTAL</b>	<b>434,3</b>	<b>384,6</b>	<b>384,6</b>	<b>49,7</b>	<b>12,9</b>
CHARGES RELATIVES AUX DETTES SUBORDONNEES POUR L'EXERCICE (hors couverture)	10,2	10,3	20,6	-10,4	-50,5

Une émission de titres subordonnés remboursables pour 50 millions d'euros a été effectuée au cours de ce premier semestre 2004. Par ailleurs, quelques titres participatifs ont fait l'objet d'un rachat.

Les caractéristiques des dettes subordonnées au 30 juin 2004 sont les suivantes :

### DETAIL DES TITRES PARTICIPATIFS EMIS PAR LE CREDIT DU NORD

*Emission par offre publique d'échange des obligations 15,10 % mars 1983 contre des titres participatifs : 11,3 millions d'euros au 31 décembre 2002.*

#### Première tranche : émission de juillet 1985

. Emission de 87 850 titres de 5 600 francs (853,71 euros) nominal

. Titres remboursables seulement en cas de liquidation ou, sur proposition du Crédit du Nord, à l'une quelconque des échéances annuelles à compter de celle du 17 juin 1997, pour un prix de 7 280 francs (1 109,83 euros) majoré du coupon payable à cette date.

. Rémunération annuelle globale composée, pour chaque titre :

- d'une partie fixe calculée en appliquant au nominal du titre un taux égal à 75 % de la moyenne arithmétique des TMO de l'exercice civil précédant l'échéance.

- d'une partie variable obtenue en appliquant :

a) un coefficient multiplicateur de dix fois le TMO à 1/640 000 du bénéfice consolidé (part du groupe).

b) un coefficient de correction de 0,298103 à ce même bénéfice consolidé à partir du 1er janvier 2001, à la suite des modifications intervenues en 2001 dans le périmètre de consolidation (décision de l'assemblée générale des porteurs de titres participatifs du 29 avril 2002).

La rémunération globale est au minimum de 90 % du taux de référence (TMO) et au maximum de 130 % de ce taux.

## **Deuxième tranche : émissions de juin 1986, juin 1987, juin 1989, juin 1990 : 10 820 titres de 5 600 francs nominal**

Pendant la durée d'exercice des bons de souscription attachés aux titres de la première tranche, ont été émis 452 titres participatifs en juin 1986, 67 en juin 1987, 2 103 en juin 1989 et 8 198 en juin 1990. Les titres nouvellement émis sont intégralement assimilés aux titres de la première tranche.

### **Rachats de titres : 85 857 titres**

85 857 titres participatifs ont fait l'objet d'un rachat par le Crédit du Nord depuis 1987. Le nombre de titres en circulation s'établit comme suit :

Au 31 décembre 2001	13 240
Au 31 décembre 2002	13 240
Au 31 décembre 2003	13 240
Au 30 juin 2004	12 813

### **Rémunération effective**

Le coupon payé le 17 juin 2004 s'est élevé à 48,83 euros, soit un taux de 5,72%, calculé par application de 130% du taux de référence.

## **DETAIL DES TITRES SUBORDONNES REMBOURSABLES EMIS**

### **• Par le Crédit du Nord :**

Il n'y a eu qu'une seule émission sur ces titres pendant le premier semestre 2004. Les caractéristiques des dettes subordonnées sont, de ce fait, identiques à celles mentionnées dans l'annexe aux comptes du 31 décembre 2003, à l'exception de la tranche émise en juin 2004, détaillée ci-dessous.

### **Emission de juin 2004 pour un montant global de 50 millions d'euros selon les caractéristiques suivantes :**

Montant de l'émission	50 millions d'euros
Nominal	300 euros
Nombre de titres	166 667
Prix d'émission	99,87% du nominal
Durée totale	12 ans
Intérêts	4,70 % du nominal
Remboursable au pair le	14 juin 2016

Pour toutes les émissions de titres subordonnés remboursables, le Crédit du Nord s'interdit de procéder à l'amortissement anticipé des titres subordonnés par remboursement, mais se réserve le droit d'amortir par des rachats en Bourse ou par voie d'offres publiques d'achat ou d'échange de titres subordonnés remboursables.

Le solde créditeur non amorti de la prime d'émission de la globalité de ces emprunts s'élève à 0,6 million d'euros.

## **DETAIL DES TITRES SUBORDONNES A DUREE INDETERMINEE EMIS**

### **• Par Antarius :**

Il n'y a eu aucun mouvement sur ces titres pendant le premier semestre 2004, ni émission, ni remboursement. Les caractéristiques des dettes subordonnées sont, de ce fait, identiques à celles mentionnées dans l'annexe aux comptes du 31 décembre 2003.

## NOTE 15 - VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

(en millions d'euros)

	CAPITAL	RESERVES	TOTAL PART	INTERETS	TOTAL
		CONSOLIDEES	DU GROUPE	MINORITAIRES	
<b>ENCOURS AU 31 DECEMBRE 2001 (1)</b>	<b>740,3</b>	<b>210,1</b>	<b>950,4</b>	<b>24,2</b>	<b>974,6</b>
RESULTAT 2001	-	154,9	154,9	4,6	159,5
DISTRIBUTION SUR RESULTAT 2001	-	-92,5	-92,5	-2,7	-95,2
<i>S OLDE AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2002</i>	<i>740,3</i>	<i>272,5</i>	<i>1 012,8</i>	<i>26,1</i>	<i>1 038,9</i>
REPRISES ECARTS DE REEVALUATION	-	-0,5	-0,5	-	-0,5
VARIATION DE STRUCTURE	-	-	0,0	0,5	0,5
<b>ENCOURS AU 31 DECEMBRE 2002 (1)</b>	<b>740,3</b>	<b>272,0</b>	<b>1 012,3</b>	<b>26,6</b>	<b>1 038,9</b>
RESULTAT 2002	-	175,7	175,7	5,1	180,8
DISTRIBUTION SUR RESULTAT 2002	-	-103,6	-103,6	-3,0	-106,6
<i>S OLDE AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2003</i>	<i>740,3</i>	<i>344,1</i>	<i>1 084,4</i>	<i>28,7</i>	<i>1 113,1</i>
REPRISES ECARTS DE REEVALUATION	-	-0,4	-0,4	-	-0,4
VARIATION DE STRUCTURE	-	-	0,0	-0,9	-0,9
<b>ENCOURS AU 31 DECEMBRE 2003 (1)</b>	<b>740,3</b>	<b>343,7</b>	<b>1 084,0</b>	<b>27,8</b>	<b>1 111,8</b>
RESULTAT 2003	-	190,4	190,4	5,5	195,9
DISTRIBUTION SUR RESULTAT 2003	-	-111,0	-111,0	-3,1	-114,1
<i>S OLDE AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2004</i>	<i>740,3</i>	<i>423,1</i>	<i>1 163,4</i>	<i>30,2</i>	<i>1 193,6</i>
REPRISES ECARTS DE REEVALUATION	-	-0,2	-0,2	-	-0,2
VARIATION DE STRUCTURE	-	-	0,0	-	0,0
CHANGEMENT DE METHODE COMPTABLE	-	-29,6	-29,6	-0,2	-29,8
<b>ENCOURS AU 30 JUIN 2004 (1)</b>	<b>740,3</b>	<b>393,3</b>	<b>1 133,6</b>	<b>30,0</b>	<b>1 163,6</b>
RESULTAT AU 30 JUIN 2004	-	115,5	115,5	2,7	118,2
TOTAL AU 30 JUIN 2004	740,3	508,8	1 249,1	32,7	1 281,8

(1) : avant résultat de l'exercice

Les comptes consolidés du Crédit du Nord sont repris par intégration globale dans ceux de la Société Générale, qui détient 80% du capital du Crédit du Nord au 30 juin 2004, et par mise en équivalence dans ceux de Dexia qui en détient 20%.

Au 30 juin 2004, le montant de la provision spéciale de réévaluation s'élève à 1,3 million d'euros.

Les mouvements qui ont affecté les capitaux propres au premier semestre 2004 sont les suivants : en part du groupe, les résultats 2003 ont été inscrits en réserves, après distribution d'un dividende par le Crédit du Nord pour un montant de 111,0 millions d'euros. Par ailleurs, les conséquences de changements de méthode comptable ont été imputées, pour leur montant net d'impôts, sur ces capitaux propres. Il s'agit, à hauteur de 19,5 millions d'euros, de l'incidence de la recommandation 2003 R-01 du Conseil National de la Comptabilité, portant sur les passifs sociaux, ainsi que, pour 10,3 millions d'euros, d'une modification de la méthode de comptabilisation de certaines commissions.



## Adéquation des fonds propres et ratio de solvabilité

Conformément à la réglementation de la Commission Bancaire, les exigences prudentielles globales de fonds propres sont calculées sur base consolidée, au niveau de la Société Générale, qui a le contrôle exclusif du Crédit du Nord au 30 juin 2004. De ce fait, seule la Société Générale doit respecter ces exigences.

A titre purement indicatif, pour le seul Groupe Crédit du Nord, l'exigence globale de fonds propres est respectée à hauteur de 116,4% (contre 109,8% à fin 2003 et 116,9% à fin 2002). Ceci représente la somme d'exigences spécifiques au titre des risques de crédit d'une part, des risques de marché, et des grands risques d'autre part.

L'exigence globale de fonds propres du Groupe Crédit du Nord se décompose comme suit au 30 juin 2004 :

(en millions d'euros)

- Au titre des risques de crédit	1 217,1
- Au titre des risques de marché	11,2
dont risque de taux	8,3
dont risque de change	0,0
dont risque de règlement/contrepartie	1,6
dont risque de propriété	1,3
- Au titre des grands risques	0,0
<b>Exigence globale</b>	<b>1 228,3</b>
. Fonds propres prudentiels	1 429,8
- dont fonds propres de base	1 041,6
- dont éléments complémentaires	388,2
<b>Couverture de l'exigence globale</b>	<b>116,4%</b>

Il faut remarquer que l'exigence globale de fonds propres a peu augmenté depuis fin 2003, cette légère évolution provenant des risques de crédit (exigence de 1 217,1 millions d'euros contre 1 196,9 millions d'euros à fin 2003). Les autres exigences sont beaucoup plus modestes et leurs variations sont sans grande incidence sur l'exigence globale.

En termes de ratio de solvabilité, les fonds propres prudentiels (1 429,8 millions d'euros) rapportés aux risques pondérés (15 354,9 millions d'euros) représentent un ratio de 9,3%, dont 6,8% pour les seuls fonds propres de base (contre respectivement 8,8% et 6,6% à fin 2003).

## NOTE 16 - SYNTHÈSE DES PROVISIONS DEDUITES DE L'ACTIF DU BILAN

(en millions d'euros)

	NOTES ANNEXES	juin-04	juin-03	déc-03	VARIATION juin-04/déc.03 VALEUR ABSOLUE	EN %
PROVISIONS POUR RISQUES PRIVÉS (CAPITAL) (*)		594,1	610,7	599,7	-5,6	-0,9
PROVISIONS POUR RISQUES PRIVÉS (INTERETS) (*)		94,2	96,0	95,1	-0,9	-0,9
PROVISIONS SUR RISQUES DE CONTREPARTIES	4	0,0	0,0	0,0	0,0	-
PROVISIONS SUR TITRES DE PLACEMENT ET TITRES DE L'ACTIVITE DE PORTEFEUILLE	4	8,8	7,0	9,4	-0,6	-6,4
PROVISIONS SUR TITRES DE PARTICIPATION ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME	5	2,1	2,3	2,2	-0,1	-4,5
PROVISIONS SCI	5	0,0	0,0	0,0	0,0	-
PROVISIONS AVANCES D'ACTIONNAIRE	5	0,9	1,1	1,1	-0,2	-18,2
PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	6	2,6	3,3	2,8	-0,2	-7,1
PROVISIONS DIVERSES	7	4,2	2,6	4,2	0,0	0,0
<b>TOTAL</b>		<b>706,9</b>	<b>723,0</b>	<b>714,5</b>	<b>-7,6</b>	<b>-1,1</b>

(\*) Les provisions pour risques privés concernent essentiellement les crédits clientèle (cf. notes 2 et 3) et les créances sur établissements de crédit (cf. note 1).

### EVOLUTION DES STOCKS DE PROVISIONS SUR LE PREMIER SEMESTRE 2004

(en millions d'euros)

	STOCK 31/12/2003	DOTATIONS	REPRISES ET UTILISATIONS	AUTRES MOUVEMENTS	STOCK 30/06/2004
PROVISIONS POUR RISQUES PRIVÉS (CAPITAL)	599,7	112,6	-118,3	0,1	594,1
PROVISIONS POUR RISQUES PRIVÉS (INTERETS)	95,1	10,0	-10,8	-0,1	94,2
PROVISIONS SUR RISQUES DE CONTREPARTIES	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
PROVISIONS SUR TITRES DE PLACEMENT ET TITRES DE L'ACTIVITE DE PORTEFEUILLE	9,4	0,1	-0,7	0,0	8,8
PROVISIONS SUR TITRES DE PARTICIPATION ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME	2,2	0,0	0,0	-0,1	2,1
PROVISIONS SCI	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
PROVISIONS AVANCES D'ACTIONNAIRE	1,1	0,0	-0,2	0,0	0,9
PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	2,8	0,0	-0,2	0,0	2,6
PROVISIONS DIVERSES	4,2	0,0	0,0	0,0	4,2
<b>TOTAL</b>	<b>714,5</b>	<b>122,7</b>	<b>-130,2</b>	<b>-0,1</b>	<b>706,9</b>

Ces provisions sont classées au bilan en minoration des actifs concernés. Elles couvrent tant le capital que les intérêts le cas échéant. Les reprises et utilisations de provisions sur risques privés (capital et intérêts) comprennent des reprises pour 74,9 millions d'euros, le solde étant des utilisations pour 54,2 millions d'euros, compensant des pertes.

Il convient également de noter que le Groupe dispose d'une "provision pour risque de crédit", comptabilisée au passif du bilan (cf. note annexe n°13).

## NOTE 17 - ENGAGEMENTS DE HORS-BILAN

(en millions d'euros)

	juin-04	juin-03	déc-03	VARIATION juin-04/déc.03	
				VALEUR ABSOLUE	EN %
<b>A) ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE</b>					
<b>DONNES OU RECUS</b>					
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT EN FAVEUR D'ETABLISSEMENTS DE CREDIT	227,7	310,3	300,6	-72,9	-24,3
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT EN FAVEUR DE LA CLIENTELE	2 684,5	2 708,5	2 505,0	179,5	7,2
ENGAGEMENTS DE GARANTIE D'ORDRE D'ETABLISSEMENTS DE CREDIT	95,7	82,7	94,5	1,2	1,3
ENGAGEMENTS DE GARANTIE D'ORDRE DE LA CLIENTELE	2 394,7	2 413,0	2 410,6	-15,9	-0,7
ENGAGEMENTS DONNES PAR LES ENTREPRISES D'ASSURANCE	428,0	305,0	339,0	89,0	26,3
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT RECUS D'ETABLISSEMENTS DE CREDIT	0,0	0,0	0,0	0,0	-
ENGAGEMENTS DE GARANTIE RECUS D'ETABLISSEMENTS DE CREDIT	3 717,2	3 176,1	3 486,0	231,2	6,6
ENGAGEMENTS RECUS PAR LES ENTREPRISES D'ASSURANCE	198,6	128,1	145,7	52,9	36,3

A fin juin 2004, il n'y a aucun engagement de financement ou de garantie avec le Groupe Société Générale.

(en millions d'euros)

	juin-04	juin-03	déc-03	VARIATION juin-04/déc.03	
				VALEUR ABSOLUE	EN %
<b>B) OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DE CHANGE</b>					
OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DE CHANGE :					
. TITRES A RECEVOIR	94,8	76,9	1,3	93,5	7 192,3
. TITRES A LIVRER	199,4	2,8	168,1	31,3	18,6
. TITRES ACQUIS AVEC FACULTE DE RACHAT OU REPRISE	0,0	0,0	0,0	0,0	-
OPERATIONS DE CHANGE A TERME :					
. MONNAIES A RECEVOIR	7 090,1	6 361,3	5 602,0	1 488,1	26,6
. MONNAIES A LIVRER	7 074,1	6 356,3	5 557,7	1 516,4	27,3

A fin juin 2004, les engagements de ce type avec le Groupe Société Générale s'élèvent à 884,8 millions d'euros.

(en millions d'euros)

Catégorie de contrat selon règlement C.R.B. 90/15	juin-04				TOTAL	juin-03	déc-03
	TRANSACTION	SPECULATIF	MACRO	MICRO			
	D	A	COUVERTURE C	COUVERTURE B			
<b>C) INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME</b>							
<b>OPERATIONS FERMES :</b>							
- SUR MARCHES ORGANISES							
CONTRATS A TERME	-	-	-	-	<b>0,0</b>	0,0	0,0
- DE GRE A GRE							
SWAPS DE TAUX	-	1 675,4	6 416,8	874,2	<b>8 966,4</b>	9 581,0	7 883,2
FRA	-	1 262,0	-	-	<b>1 262,0</b>	289,0	546,0
OPTIONS	-	-	-	-	<b>0,0</b>	0,0	0,0
<b>OPERATIONS CONDITIONNELLES :</b>							
- SUR MARCHES ORGANISES							
OPTIONS DE TAUX	-	-	-	-	<b>0,0</b>	0,0	0,0
OPTIONS DE CHANGE	-	-	-	-	<b>0,0</b>	0,0	0,0
AUTRES INSTRUMENTS	-	-	-	6,4	<b>6,4</b>	4,4	6,7
- DE GRE A GRE							
OPTIONS DE TAUX	-	-	50,3	144,5	<b>194,8</b>	219,4	209,4
OPTIONS DE CHANGE	-	-	-	194,4	<b>194,4</b>	55,6	171,5
AUTRES OPTIONS	-	3,2	-	-	<b>3,2</b>	6,5	6,5
CAPS	-	720,8	606,3	-	<b>1 327,1</b>	1 528,7	1 263,5
FLOORS	-	165,1	112,5	-	<b>277,6</b>	529,7	464,3
COLLARS	-	-	-	-	<b>0,0</b>	0,0	0,0
<b>TOTAL</b>	<b>0,0</b>	<b>3 826,5</b>	<b>7 185,9</b>	<b>1 219,5</b>	<b>12 231,9</b>	<b>12 214,3</b>	<b>10 551,1</b>

A fin juin 2004, les engagements de ce type avec le groupe Société Générale s'élèvent à 7,3 milliards d'euros (contre 6,3 milliards d'euros à fin décembre 2003).

Il faut rappeler que, conformément à la réglementation, les opérations traitées pour compte et sur ordre de la clientèle sont classées en catégorie A ("spéculatif"), alors que leur éventuelle couverture est généralement classée en catégorie C ("macro-couverture").

## D) ENGAGEMENTS SOCIAUX

---

La recommandation 2003 - R01 du Conseil National de la Comptabilité, relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires, s'applique aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2004. Le Groupe Crédit du Nord a choisi de suivre cette recommandation.

Celle-ci définit 3 catégories d'avantages:

- les avantages postérieurs à l'emploi, évalués selon une méthode actuarielle et provisionnés pour les régimes à prestations définies (sauf pour les régimes nationaux obligatoires, comptabilisés directement en charge) : engagements résiduels des régimes de retraite professionnelle, indemnité de fin de carrière, plan de retraite supplémentaire, régimes des retraités concernant la prévoyance et l'assistance médicale.
- les autres avantages à long terme, évalués comme les avantages postérieurs à l'emploi et intégralement provisionnés, parmi lesquels on peut notamment citer les médailles du travail et le compte épargne temps.
- les indemnités de fin de contrat de travail, constituées exclusivement des prestations à la charge des sociétés du Groupe entre la date du départ effectif du salarié et celle de leur prise en charge par les organismes de retraite. Elles sont totalement provisionnées dès la signature de l'accord. Il s'agit, pour le Groupe Crédit du Nord, d'accords "CATS" dont les bénéficiaires sont totalement connus.

Aussi, la recommandation prévoit que les changements résultant de sa première application seront traités selon les dispositions relatives aux changements de méthode comptable. Le Groupe Crédit du Nord a donc imputé sur ses capitaux propres l'impact net de fiscalité différée de ce changement de méthode comptable, pour un montant de 19,5 millions d'euros. Ceci résulte de la reconnaissance d'avantages postérieurs à l'emploi non antérieurement comptabilisés pour un montant avant impôts de 23,5 millions d'euros, ainsi que du provisionnement d'écarts actuariels non encore constatés en résultats ("corridor") pour un montant avant impôts de 6,7 millions d'euros.

Pour le calcul des engagements au premier semestre 2004, les hypothèses actuarielles suivantes ont été retenues:

- Taux d'actualisation uniforme à 4,75 %
- Taux de rendement attendu des actifs de régime: + 5,4 %
- Taux de croissance des salaires attendu: + 3,5 %
- Taux d'évolution des coûts médicaux: + 4,5 %
- Duration moyenne du régime des indemnités de fin de carrière : 8,3 ans

Les écarts actuariels incluent d'une part les effets des différences entre les hypothèses actuarielles retenues antérieurement et la réalité constatée, et d'autre part les effets des changements d'hypothèses actuarielles. Concernant les avantages postérieurs à l'emploi, les écarts actuariels ne sont partiellement comptabilisés en résultats que lorsqu'ils excèdent 10% de la valeur actualisée de l'obligation (méthode dite "du corridor"). La fraction de ces écarts alors comptabilisée est égale à l'excédent défini ci-avant, divisé par la durée de vie active moyenne résiduelle des bénéficiaires du régime.

Par ailleurs, conformément à l'avis 2004/A publié le 21 janvier 2004 par le Comité d'Urgence du Conseil National de la Comptabilité, le Groupe comptabilise selon un mode linéaire, sur la durée du régime, l'ensemble des modifications liées à la loi n° 2003-775 du 21 août 2003, portant réforme des retraites.

AVANTAGES POSTERIEURS A L'EMPLOI	AUTRES AVANTAGES A LONG TERME	INDEMNITES DE FIN DE CONTRAT DE TRAVAIL	TOTAL ENGAGEMENTS SOCIAUX
--	-------------------------------------	---	---------------------------------

◆ **RAPPEL DE LA SITUATION AU 31 DECEMBRE 2003**

<b>Valeur actualisée de l'obligation au 31 décembre 2003</b>				<b>196,7</b>
<b>Couverture de l'obligation au 31 décembre 2003</b>				
Juste valeur des actifs du régime				<b>56,7</b>
Gains / Pertes actuarielles non comptabilisées				<b>0,0</b>
Corridor utilisé				<b>6,7</b>
Coût des services passés non comptabilisés				<b>33,6</b>
Provisions				<b>99,7</b>
<b>Total</b>				<b>196,7</b>

◆ **PREMIERE APPLICATION DE LA RECOMMANDATION 2003-R01 DU C.N.C.**

<b>Valeur actualisée de l'obligation au 31 décembre 2003</b>	<b>175,3</b>	<b>21,4</b>	<b>0,0</b>	<b>196,7</b>
Reclassements de compte à compte	-8,6	6,1	9,0	<b>6,5</b>
Reconnaissance de certains avantages non comptabilisés auparavant (1)	23,5	-	-	<b>23,5</b>
<b>Valeur actualisée de l'obligation au 1er janvier 2004</b>	<b>190,2</b>	<b>27,5</b>	<b>9,0</b>	<b>226,7</b>

**Couverture de l'obligation au 1er janvier 2004**

Juste valeur des actifs du régime	56,7	-	-	<b>56,7</b>
Gains / Pertes actuarielles non comptabilisées	-	-	-	<b>0,0</b>
Corridor utilisé	-	-	-	<b>0,0</b>
Coût des services passés non comptabilisés	33,6	-	-	<b>33,6</b>
Provisions antérieurement comptabilisées	69,7	27,5	9,0	<b>106,2</b>
Provisions prélevées sur capitaux propres	30,2	-	-	<b>30,2</b>
<b>Total</b>	<b>190,2</b>	<b>27,5</b>	<b>9,0</b>	<b>226,7</b>

◆ **SITUATION AU 30 JUIN 2004**

<b>Valeur actualisée de l'obligation au 30 juin 2004</b>	<b>192,0</b>	<b>28,6</b>	<b>7,1</b>	<b>227,7</b>
--	--------------	-------------	------------	--------------

**Couverture de l'obligation au 30 juin 2004**

Juste valeur des actifs du régime	57,3	-	-	<b>57,3</b>
Gains / Pertes actuarielles non comptabilisées	-	-	-	<b>0,0</b>
Corridor utilisé	-	-	-	<b>0,0</b>
Coût des services passés non comptabilisés	30,9	-	-	<b>30,9</b>
Provisions	103,8	28,6	7,1	<b>139,5</b>
<b>Total</b>	<b>192,0</b>	<b>28,6</b>	<b>7,1</b>	<b>227,7</b>

◆ **VARIATION DES STOCKS DE PROVISIONS**

<b>Stock au 1er janvier 2004</b>	<b>99,9</b>	<b>27,5</b>	<b>9,0</b>	<b>136,4</b>
Coût des services rendus	2,7	2,1	-	<b>4,8</b>
Coût financier	4,3	0,7	0,2	<b>5,2</b>
Prestations versées non assurées	-4,3	-1,7	-2,1	<b>-8,1</b>
Rendement attendu des actifs	-1,5	-	-	<b>-1,5</b>
Amortissement du coût des services passés	2,7	-	-	<b>2,7</b>
Amortissement des écarts actuariels	-	-	-	<b>0,0</b>
<b>Stock au 30 juin 2004</b>	<b>103,8</b>	<b>28,6</b>	<b>7,1</b>	<b>139,5</b>

	VALEUR ACTUALISEE DE L'OBLIGATION	COUT DES SERVICES PASSES NON COMPTABILISES	PROVISIONS	ACTIFS DU REGIME
◆ <b>EVOLUTION DES AVANTAGES POSTERIEURS A L'EMPLOI</b>				
<b>Solde au 1er janvier 2004</b>	<b>190,2</b>	<b>33,6</b>	<b>99,9</b>	<b>56,7</b>
Coût des services rendus	2,7	-	2,7	-
Coût financier	4,3	-	4,3	-
Prestations versées non assurées	-4,3	-	-4,3	-
Rendement attendu des actifs	0,0	-	-1,5	1,5
Amortissement du coût des services passés	0,0	-2,7	2,7	-
Amortissement des écarts actuariels	0,0	-	-	-
Prestations versées assurées	-0,9	-	-	-0,9
<b>Solde au 30 juin 2004</b>	<b>192,0</b>	<b>30,9</b>	<b>103,8</b>	<b>57,3</b>

(1) : il s'agit essentiellement des régimes des retraités concernant la prévoyance décès et l'assistance médicale.

## NOTE 18 - BILAN SIMPLIFIE EN DEVISES

(en millions d'euros)

	EURO	FRANC SUISSE	LIVRE STERLING	DOLLAR	YEN	AUTRES DEVISES	TOTAL juin-04
<b>ACTIF</b>							
TRESORERIE	4 949,0	84,9	53,1	11,3	185,6	7,2	5 291,1
CREDITS CLIENTELE	17 833,5	43,7	13,7	110,8	0,5	12,0	18 014,2
AUTRES ACTIFS	4 273,8	0,4	0,5	7,5	3,3	1,6	4 287,1
<b>TOTAL</b>	<b>27 056,3</b>	<b>129,0</b>	<b>67,3</b>	<b>129,6</b>	<b>189,4</b>	<b>20,8</b>	<b>27 592,4</b>

<b>PASSIF</b>							
TRESORERIE	2 691,7	60,3	53,9	28,4	2,1	6,7	2 843,1
DEPÔTS CLIENTELE	14 052,6	5,1	21,5	232,4	2,6	21,1	14 335,3
DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE	5 782,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5 782,6
AUTRES PASSIFS	4 622,1	0,0	0,9	6,8	1,0	0,6	4 631,4
<b>TOTAL</b>	<b>27 149,0</b>	<b>65,4</b>	<b>76,3</b>	<b>267,6</b>	<b>5,7</b>	<b>28,4</b>	<b>27 592,4</b>

<b>HORS BILAN (NET)</b>							
<b>TOTAL</b>	<b>83,2</b>	<b>-63,4</b>	<b>8,3</b>	<b>140,9</b>	<b>-179,7</b>	<b>10,7</b>	<b>0,0</b>

<b>POSITION NETTE</b>	EURO	FRANC SUISSE	LIVRE STERLING	DOLLAR	YEN	AUTRES DEVISES	TOTAL juin-04
ACTIF	27 056,3	129,0	67,3	129,6	189,4	20,8	27 592,4
PASSIF	27 149,0	65,4	76,3	267,6	5,7	28,4	27 592,4
HORS BILAN	83,2	-63,4	8,3	140,9	-179,7	10,7	0,0
<b>SOLDE</b>	<b>-9,5</b>	<b>0,2</b>	<b>-0,7</b>	<b>2,9</b>	<b>4,0</b>	<b>3,1</b>	<b>0,0</b>

Les positions par devise sont maintenues dans des limites très conservatrices, en regard des fonds propres prudentiels, qui s'élèvent à 1 429,8 millions d'euros. Ainsi, la position la plus importante, en yens, représente 0,3% de ces fonds propres.

Il convient de noter que l'euro représente une part très prépondérante dans l'ensemble des opérations du groupe.

**NOTE 19 - PRODUIT NET BANCAIRE***(en millions d'euros)*

	NOTES	juin-04	juin-03	déc-03	VARIATION VALEUR ABSOLUE	juin-04/juin-03 EN %
INTERÊTS ET RESULTATS ASSIMILES	20	<b>324,5</b>	302,6	627,7	21,9	7,2
COMMISSIONS (1)	21	<b>277,7</b>	247,8	510,7	29,9	12,1
REVENUS DES TITRES A REVENU VARIABLE		<b>2,1</b>	2,0	2,8	0,1	5,0
RESULTATS SUR PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION	22	<b>34,5</b>	37,9	79,1	-3,4	-9,0
RESULTATS SUR PORTEFEUILLES DE PLACEMENT		<b>-0,1</b>	0,2	2,8	-0,3	-150,0
AUTRES RESULTATS D'EXPLOITATION BANCAIRE	23	<b>1,2</b>	1,5	-2,6	-0,3	-20,0
MARGE DES ACTIVITES D'ASSURANCE (1)	24	<b>9,5</b>	7,2	13,9	2,3	31,9
<b>TOTAL PRODUIT NET BANCAIRE</b>		<b>649,4</b>	<b>599,2</b>	<b>1 234,4</b>	<b>50,2</b>	<b>8,4</b>

PART DES COMMISSIONS DANS LE P.N.B.

42,8%      41,4%      41,4%

(1) : Les résultats de juin et de décembre 2003 ont été retraités pro forma pour tenir compte d'un reclassement effectué entre commissions et marge des activités d'assurance afin de mieux refléter la réalité économique des opérations. Les notes annexes n°21 et n°24 détaillent les montants reclassés.

Le produit net bancaire enregistre une vive croissance (+8,4%) par rapport au premier semestre 2003, et ceci pour ses principales composantes:

- les intérêts et assimilés progressent sensiblement (+7,2%). En effet, l'activité exceptionnelle de l'année 2003 en terme de production de certains types de crédits (notamment immobiliers), et la poursuite de ce phénomène, un peu atténué, au premier semestre 2004, ont permis un remarquable essor des marges sur crédits. Par ailleurs, le très faible niveau du coût de refinancement des comptes débiteurs et des crédits à court terme a eu un effet favorable sur les marges dégagées par ces produits. Pour leur part, les dépôts de la clientèle sont demeurés très bien orientés : de ce fait, l'effet volume fait plus que compenser l'érosion des taux de marge. Ainsi, les deux composantes (dépôts et crédits) de nos marges d'intérêts ont évolué favorablement pendant ce semestre, ce qui explique cette progression de 7,2%.

- les commissions enregistrent également une vive progression, de 12,1% par rapport au premier semestre 2003. Notamment, les commissions financières (+18,2%) ont bénéficié de la reprise des marchés financiers, dans un contexte cependant marqué par une grande prudence de notre clientèle dans le choix de ses placements. Pour leur part, les commissions bancaires ont à nouveau progressé significativement (+8,2%), du fait de l'équipement toujours croissant de nos clients, mais aussi grâce au développement du fonds de commerce.

- enfin, la marge des activités d'assurance évolue de façon très satisfaisante (+31,9%). Cet excellent résultat provient notamment de la forte progression en 2003, ainsi que tout au long du premier semestre 2004, des encours placés par notre clientèle dans ces produits.



## NOTE 20 - INTERÊTS ET RESULTATS ASSIMILES

(en millions d'euros)

	juin-04	juin-03	déc-03
<b>INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES SUR :</b>			
OPERATIONS AVEC ETABLISSEMENTS DE CREDIT	65,1	65,2	127,9
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	420,7	413,0	831,4
OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE	21,6	27,5	46,9
OPERATIONS DE CREDIT-BAIL ET ASSIMILEES	161,7	120,4	264,0
AUTRES INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	0,0	0,0	0,0
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>669,1</b>	<b>626,1</b>	<b>1 270,2</b>
<b>INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES SUR :</b>			
OPERATIONS AVEC ETABLISSEMENTS DE CREDIT	-44,3	-42,8	-83,8
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	-96,0	-117,1	-215,2
DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE	-69,5	-67,9	-129,7
OPERATIONS DE CREDIT-BAIL ET ASSIMILEES	-134,8	-95,7	-213,8
AUTRES INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	0,0	0,0	0,0
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>-344,6</b>	<b>-323,5</b>	<b>-642,5</b>
<b>PRODUITS (CHARGES) NETS (NETTES) SUR :</b>			
OPERATIONS AVEC ETABLISSEMENTS DE CREDIT	20,8	22,4	44,1
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	324,7	295,9	616,2
OPERATIONS DE CREDIT-BAIL ET ASSIMILEES	26,9	24,7	50,2
OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE	21,6	27,5	46,9
DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE	-69,5	-67,9	-129,7
AUTRES	0,0	0,0	0,0
<b>TOTAL INTERETS ET RESULTATS ASSIMILES</b>	<b>324,5</b>	<b>302,6</b>	<b>627,7</b>

## NOTE 21 - COMMISSIONS

(en millions d'euros)

	juin-04	juin-03		déc-03	
		Pro forma (1)	Publié	Pro forma (1)	Publié
<b>PRODUITS</b>					
COMMISSIONS BANCAIRES	174,0	162,5	149,1	331,5	331,5
COMMISSIONS FINANCIERES	121,7	101,4	109,8	213,8	203,6
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>295,7</b>	<b>263,9</b>	<b>258,9</b>	<b>545,3</b>	<b>535,1</b>
<b>CHARGES</b>					
COMMISSIONS BANCAIRES	-10,0	-10,9	-10,7	-20,3	-20,3
COMMISSIONS FINANCIERES	-8,0	-5,2	-5,4	-14,3	-14,3
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>-18,0</b>	<b>-16,1</b>	<b>-16,1</b>	<b>-34,6</b>	<b>-34,6</b>
<b>COMMISSIONS NETTES</b>					
COMMISSIONS BANCAIRES	164,0	151,6	138,4	311,2	311,2
COMMISSIONS FINANCIERES	113,7	96,2	104,4	199,5	189,3
<b>TOTAL COMMISSIONS</b>	<b>277,7</b>	<b>247,8</b>	<b>242,8</b>	<b>510,7</b>	<b>500,5</b>

(1) : Les résultats de juin et de décembre 2003 ont été retraités pro forma pour tenir compte de reclassements effectués afin de mieux refléter la réalité économique des opérations. Ces reclassements, au-delà de ceux effectués entre rubriques de commissions, trouvent leur contrepartie dans la marge brute des activités d'assurance (cf. note 24).

Le premier semestre 2004 aura été marqué par les conséquences, sur les commissions financières, d'une conjoncture boursière plus favorable qu'en 2003. De ce fait, les commissions, globalement, enregistrent au premier semestre 2004 une hausse de 12,1%, et représentent 42,8% du produit net bancaire. On peut remarquer que le volume des commissions est dorénavant du même ordre de grandeur que celui des charges de personnel. Ces bons résultats peuvent être analysés ainsi :

- les commissions bancaires continuent d'évoluer très favorablement, en hausse de 8,2% par rapport au premier semestre de 2003. Ceci témoigne du succès croissant rencontré par certains de nos produits auprès de la clientèle du Groupe, notamment les packages et la FTT (facilité temporaire de trésorerie). Par ailleurs, le développement de nos relations au quotidien avec la clientèle des professionnels et des entreprises explique également cette hausse.

- les commissions financières enregistrent une progression de 18,2% par rapport au premier semestre 2003, en raison de l'amélioration du contexte boursier. Notamment, de bons résultats ont été enregistrés sur les commissions de gestion mobilière et de bourse.

## NOTE 22 - RESULTATS SUR PORTEFEUILLE DE NEGOCIATION

*(en millions d'euros)*

	juin-04	juin-03	déc-03	VARIATION juin-04/juin-03	
				VALEUR	EN %
				ABSOLUE	
RESULTATS SUR INSTRUMENTS DE TAUX	<b>29,5</b>	32,2	67,6	-2,7	-8,4
RESULTATS SUR INSTRUMENTS DE CHANGE	<b>3,3</b>	3,2	6,6	0,1	3,1
RESULTATS SUR TITRES DE TRANSACTION	<b>1,7</b>	2,5	4,9	-0,8	-32,0
<b>TOTAL</b>	<b>34,5</b>	<b>37,9</b>	<b>79,1</b>	<b>-3,4</b>	<b>-9,0</b>

Les résultats du portefeuille de négociation ont diminué de 9% par rapport au premier semestre 2003. A noter que les résultats sur instruments de taux proviennent essentiellement de la gestion du bilan, dont l'objet est de figer les marges d'intermédiation bancaire à un certain niveau indépendamment de l'évolution ultérieure des taux. Ces résultats de macro-couverture représentent environ 89% du résultat sur instruments de taux; ils doivent être inclus et analysés avec le résultat de l'activité commerciale ainsi couverte (cf. note 19).

## NOTE 23 - AUTRES RESULTATS D'EXPLOITATION BANCAIRE

*(en millions d'euros)*

	juin-04	juin-03	déc-03	VARIATION juin-04/juin-03	
				VALEUR ABSOLUE	EN %
PRODUITS NETS PROMOTION IMMOBILIERE	<b>-0,2</b>	-0,1	-2,8	-0,1	100,0
LOYERS PERCUS	<b>0,8</b>	0,6	1,2	0,2	33,3
AUTRES PRODUITS NETS	<b>0,6</b>	1,0	-1,0	-0,4	-40,0
<b>TOTAL</b>	<b>1,2</b>	<b>1,5</b>	<b>-2,6</b>	<b>-0,3</b>	<b>-20,0</b>

Les résultats de l'activité de promotion immobilière proviennent essentiellement du groupe Norimmo (filiales au statut de marchand de biens), et de la société Partira. Il faut également noter que les loyers perçus proviennent en grande partie de ces sociétés.

## NOTE 24 - MARGE TECHNIQUE ET FINANCIERE DES ACTIVITES D'ASSURANCE

(en millions d'euros)

	juin-04	juin-03		déc-03		VARIATION juin-04/juin-03	
		Pro Forma (2)	Publié	Pro Forma (2)	Publié	VALEUR ABSOLUE	EN %
ASSURANCE - PRIMES ACQUISES	184,9	161,7	166,7	335,5	345,7	23,2	14,3
<b>PRIMES OU COTISATIONS ACQUISES</b>	<b>184,9</b>	<b>161,7</b>	<b>166,7</b>	<b>335,5</b>	<b>345,7</b>	<b>23,2</b>	<b>14,3</b>
CHARGES DES SINISTRES	-53,0	-44,8	-44,8	-92,2	-92,2	-8,2	18,3
CHARGE DES PROVISIONS DES CONTRATS EN UNITES DE COMPTES	-125,7	13,0	13,0	-55,0	-55,0	-138,7	-1066,9
CHARGE DES PROVISIONS DES CONTRATS D'ASSURANCE VIE	-21,2	-97,8	-97,8	-196,9	-196,9	76,6	-78,3
CHARGE DES PROVISIONS DES CONTRATS D'ASSURANCE NON VIE	0,0	0,0	0,0	-0,1	-0,1	0,0	-
RESULTATS SUR AJUSTEMENTS ACAV	14,8	-34,0	-34,0	4,9	4,9	48,8	-143,5
<b>CHARGES DE PRESTATIONS (ET VARIATION PROVISIONS)</b>	<b>-185,1</b>	<b>-163,6</b>	<b>-163,6</b>	<b>-339,3</b>	<b>-339,3</b>	<b>-21,5</b>	<b>13,1</b>
REVENUS DES PLACEMENTS	26,7	19,6	19,6	42,6	42,6	7,1	36,2
RESULTATS DE CESSIONS SUR PLACEMENTS	0,1	0,5	0,5	0,3	0,3	-0,4	-80,0
PARTICIPATIONS AUX RESULTATS	-18,1	-12,4	-12,4	-27,5	-27,5	-5,7	46,0
<b>PRODUITS NETS DES PLACEMENTS</b>	<b>8,7</b>	<b>7,7</b>	<b>7,7</b>	<b>15,4</b>	<b>15,4</b>	<b>1,0</b>	<b>13,0</b>
AUTRES PRODUITS NETS TECHNIQUES (1)	1,0	1,4	1,4	2,3	2,3	-0,4	-28,6
<b>AUTRES CHARGES ET PRODUITS TECHNIQUES</b>	<b>1,0</b>	<b>1,4</b>	<b>1,4</b>	<b>2,3</b>	<b>2,3</b>	<b>-0,4</b>	<b>-28,6</b>
<b>SOUS-TOTAL PRODUITS ET CHARGES TECHNIQUES</b>	<b>9,5</b>	<b>7,2</b>	<b>12,2</b>	<b>13,9</b>	<b>24,1</b>	<b>2,3</b>	<b>31,9</b>
<b>PRODUITS NETS NON TECHNIQUES</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>MARGE TECHNIQUE ET FINANCIERE DES ENTREPRISES D'ASSURANCE</b>	<b>9,5</b>	<b>7,2</b>	<b>12,2</b>	<b>13,9</b>	<b>24,1</b>	<b>2,3</b>	<b>31,9</b>
DONT : ASSURANCE VIE	9,3	7,1	12,1	12,8	23,0	2,2	31,0
ASSURANCE NON VIE	0,2	0,1	0,1	1,1	1,1	0,1	100,0

(1) : Il s'agit principalement de commissions d'apérition perçues.

(2) : Les résultats de juin et de décembre 2003 ont été retraités pro forma pour tenir compte d'un reclassement effectué afin de mieux refléter la réalité économique des opérations. Ce reclassement trouve sa contrepartie dans les commissions (cf. note 21).

Les primes enregistrent une hausse entre juin 2003 et juin 2004 principalement due à l'activité d'épargne individuelle. Cette évolution provient essentiellement de la collecte en unités de compte, puisqu'elle représente 23% de la collecte totale contre 15,6% en juin 2003. Cette évolution suit celle des marchés financiers, les épargnants acceptant à nouveau de prendre quelques risques dans un contexte plus favorable cette année. L'activité d'assurance vie suit logiquement l'évolution contraire.

Ce contexte explique également l'envolée des charges des provisions des contrats en unités de comptes par rapport à décembre 2003 et surtout juin 2003; cette envolée se traduit par la concomitance de la baisse des reprises et de la hausse des dotations de ces provisions. Les résultats sur ajustements ACAV représentent au premier semestre un produit du fait de la hausse des marchés financiers.

La forte hausse des charges des sinistres entre juin 2003 et juin 2004 est proportionnelle à celle du volume des encours gérés.

## NOTE 25 - FRAIS DE PERSONNEL

(en millions d'euros)

	juin-04	juin-03	déc-03	VARIATION juin-04/juin-03	
				VALEUR ABSOLUE	EN %
SALAIRES	167,8	166,7	324,9	1,1	0,7
CHARGES DE RETRAITE ET DE PRERETRAITE	25,8	22,8	52,0	3,0	13,2
AUTRES CHARGES SOCIALES ET FISCALES	70,2	64,5	129,5	5,7	8,8
PARTICIPATION, INTERESSEMENT ET ABONDEMENTS	19,3	18,1	38,2	1,2	6,6
TRANSFERT DE CHARGES	-2,5	-2,0	-3,9	-0,5	25,0
<b>TOTAL</b>	<b>280,6</b>	<b>270,1</b>	<b>540,7</b>	<b>10,5</b>	<b>3,9</b>

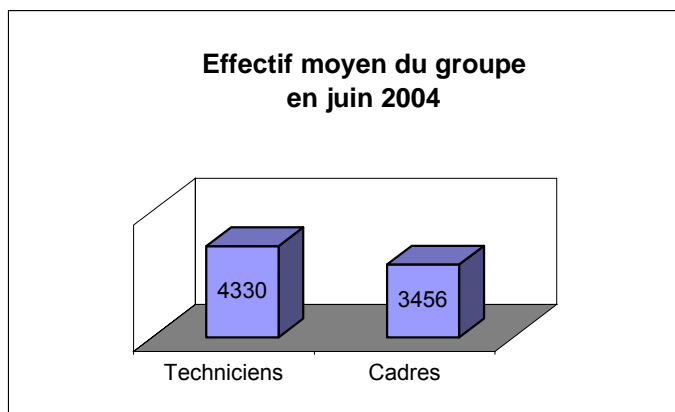
	juin-04	juin-03	déc-03	VARIATION juin-04/juin-03	
				VALEUR ABSOLUE	EN %
EFFECTIF INSCRIT	8 464	8 590	8 526	-126	-1,5
EFFECTIF MOYEN NET PRESENT	7 786	7 967	7 904	-181	-2,3

Les différentes rubriques se décomposent ainsi :

- les "salaires" regroupent les rémunérations, les mouvements des provisions sur passifs sociaux, ainsi que les primes et remboursements d'assurance de passifs sociaux ;
- les "charges de retraite et préretraite" comprennent les cotisations aux régimes obligatoire et complémentaire d'assurance-vieillesse, les prestations versées au titre des préretraites ou des retraites, et les mouvements de provisions concernant ces rubriques ;
- les "autres charges sociales et fiscales" regroupent l'ensemble des autres charges sur salaires, versées à des organismes spécialisés ;
- la "participation, intéressement et abondements" comprend les sommes versées au titre de la participation des salariés, de l'intéressement, et les abondements des entreprises du Groupe sur les versements effectués par les salariés sur les plans d'épargne entreprise.

L'évolution des frais de personnel (+3,9%) s'explique par plusieurs facteurs d'ampleurs différentes :

- les salaires augmentent de 0,7% (à comparer à l'évolution de - 2,3 % de l'effectif moyen).
- les charges de retraite et de préretraite augmentent de 13,2%. Toutefois, le premier semestre de 2003 avait bénéficié d'éléments non récurrents sur certains passifs sociaux. En dehors de ce point, l'évolution de ces charges serait de + 3,3 %.
- les charges sociales et fiscales enregistrent une hausse de 8,8 % en juin 2004 par rapport au premier semestre 2003, principalement du fait de l'incidence des lois Fillon d'août 2003.
- ce sont notamment les résultats des différentes entités du Groupe qui conduisent à comptabiliser une somme de 19,3 millions d'euros au titre de l'intéressement, de la participation et de l'abondement, soit + 6,6 % par rapport au premier semestre de 2003.



## NOTE 26 - FRAIS GENERAUX

*(en millions d'euros)*

	juin-04	juin-03	déc-03	VARIATION juin-04/juin-03 VALEUR ABSOLUE	EN %
LOYERS ET CHARGES LOCATIVES	14,3	14,1	28,5	0,2	1,4
REDEVANCES CREDIT-BAIL	0,2	3,8	8,4	-3,6	-94,7
SERVICES EXTERIEURS ET DIVERS	72,0	66,1	143,9	5,9	8,9
INTERIMAIRES ET CONTRACTANTS EXTERIEURS	29,0	25,0	50,6	4,0	16,0
DEPENSES DE TELECOMMUNICATION	7,2	7,6	14,4	-0,4	-5,3
TRANSPORTS ET DEPLACEMENTS	8,2	8,3	16,6	-0,1	-1,2
CHARGES REFACTUREES A DES TIERS	-1,7	-1,0	-2,2	-0,7	70,0
TRANSFERT DE CHARGES	-10,5	-8,0	-15,8	-2,5	31,3
<b>TOTAL</b>	<b>118,7</b>	<b>115,9</b>	<b>244,4</b>	<b>2,8</b>	<b>2,4</b>

Il convient de noter que, conformément aux possibilités offertes par la réglementation comptable, et dans le respect de ses dispositions, le Groupe Crédit du Nord a immobilisé au premier semestre 2004 des charges, provenant essentiellement de la rubrique « intérimaires et contractants extérieurs », pour 10,5 millions d'euros (contre 8,0 millions d'euros au premier semestre 2003).

Pour une meilleure information, les montants mentionnés dans le tableau ci-dessus, ligne à ligne, sont des montants bruts, c'est-à-dire avant éventuelle immobilisation; lorsque ces charges sont immobilisées, elles sont alors également renseignées en minoration de l'ensemble sur la dernière ligne, « transfert de charges ».

Les frais généraux demeurent bien maîtrisés. Ils augmentent de 2,4% par rapport au 30 juin 2003.

Notons qu'au premier semestre 2003, une reprise de provision sur notification de redressement fiscal avait été effectuée à hauteur de 2,5 millions d'euros (dans la rubrique « services extérieurs et divers »). En dehors de cet élément, les frais généraux progressent de 0,3% par rapport au premier semestre 2003.

Concernant les différents postes des frais généraux :

- ♦ les loyers et charges locatives augmentent de 1,4% par rapport à juin 2003, soit 0,2 million d'euros. Cette évolution s'explique principalement par la prise à bail de nouveaux locaux administratifs et commerciaux.
- ♦ les redevances de crédit-bail diminuent de 94,7% par rapport au premier semestre 2003, soit 3,6 millions d'euros. Cette baisse s'explique par la levée, en décembre 2003, d'option d'achat de deux immeubles du siège parisien du Crédit du Nord, préalablement sous contrat de crédit bail.
- ♦ les postes « services extérieurs et divers » et « intérimaires et contractants extérieurs » augmentent respectivement de 8,9% et de 16,0% par rapport au 30 juin 2003. Cette progression des frais engagés, provient essentiellement d'études préalables (charges non immobilisables) à certains grands projets informatiques ainsi que des coûts de mise en place des nouvelles normes comptables et prudentielles (normes IFRS et projet Bâle II). Une partie de ces charges est refacturée à des tiers, d'où l'augmentation de ce poste.



## NOTE 27 - DOTATION AUX AMORTISSEMENTS

	juin-04	juin-03	déc-03	<i>(en millions d'euros)</i>	
				VARIATION VALEUR ABSOLUE	juin-04/juin-03 EN %
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	7,2	6,0	12,6	1,2	20,0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	18,1	17,9	36,1	0,2	1,1
<b>DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS</b>	<b>25,3</b>	<b>23,9</b>	<b>48,7</b>	<b>1,4</b>	<b>5,9</b>
DONT EQUIPEMENTS INFORMATIQUES ET LOGICIELS	12,4	10,6	22,8	1,8	17,0

Les dotations aux amortissements progressent de 5,9% d'une année sur l'autre. Il faut noter que, sur une dotation globale de 25,3 millions d'euros, la charge d'amortissement des équipements informatiques et des logiciels représente 12,4 millions d'euros (soit plus de 49% de l'ensemble); ceci reflète bien l'effort d'investissement effectué depuis maintenant plusieurs années au niveau tant de l'équipement informatique du réseau commercial du groupe, que de certains systèmes opératoires centraux. Ce phénomène tend d'ailleurs à s'accroître, avec la mise en service au premier semestre 2004, et donc l'amortissement, de certains grands projets informatiques (cf. note n°6).

## NOTE 28 - COUT DU RISQUE

(en millions d'euros)

	juin-04	juin-03	déc-03	VARIATION juin-04 / juin-03	
				VALEUR ABSOLUE	EN %
<b>RISQUES PRIVES ET SOUVERAINS</b>					
DOTATIONS	119,0	102,3	192,6	16,7	16,3
PERTES NON COUVERTES PAR DES PROVISIONS	4,5	4,1	11,1	0,4	9,8
REPRISES DE PROVISIONS	-83,5	-74,3	-123,6	-9,2	12,4
RECUPERATION SUR CREANCES AMORTIES	-5,1	-2,9	-5,6	-2,2	75,9
<b>TOTAL</b>	<b>34,9</b>	<b>29,2</b>	<b>74,5</b>	<b>5,7</b>	<b>19,5</b>

Rappelons que la rubrique « coût du risque » correspond exclusivement au risque de contrepartie sur l'activité d'intermédiation bancaire. Les dotations et reprises sur provisions pour autres risques sont classées sur les mêmes lignes que les charges couvertes.

La charge nette du premier semestre 2004 est en hausse de 19,5% par rapport au premier semestre 2003. Par ailleurs, rapportée au total des crédits consentis par le Groupe, cette charge en représente 0,39% en rythme annuel (contre 0,43% au 31 décembre 2003). L'amélioration de ce ratio provient d'une part, d'une augmentation des reprises de provisions, et d'autre part, d'une hausse des encours de crédit plus forte que celle du coût du risque. Notons que les encours de crédit ont fortement augmenté en 2003 et début 2004, du fait d'une production record en matière de crédits immobiliers notamment. Toutefois, l'évolution des seules dotations reflète bien l'atonie de la conjoncture dans certains secteurs, traduisant ainsi un environnement économique assez terne dans le prolongement du dernier semestre 2003. Rappelons par ailleurs, que le Groupe dispose d'une "provision pour risques de crédits" de 30,4 millions d'euros (cf.note 13).

Malgré cette conjoncture difficile, quoiqu'en amélioration sur la fin du semestre, la qualité du risque du groupe Crédit du Nord demeure bonne, et la dégradation apparente du taux de provisionnement des encours, qui atteint 61,0% (contre 64,3% au 31 décembre 2003) s'explique essentiellement par l'amortissement sur le premier semestre 2004 de créances anciennes et totalement provisionnées. Ainsi les pertes compensées par des utilisations de provisions de même montant représentent 46,5 millions d'euros au 30 juin 2004, contre 37,0 millions d'euros au 30 juin 2003. Bien évidemment, ces opérations n'altèrent aucunement le niveau de provisionnement de nos encours compromis.

## NOTE 29 - RECONCILIATION DES PROVISIONS AU 30 JUIN 2004

(en millions d'euros)

NOTES ANNEXES	DOTATIONS AUX PROVISIONS				TOTAL	REPRISES ET UTILISATIONS DE PROVISIONS				TOTAL	REMARQUES
	INCLUSES EN RBE	INCLUSES EN	INCLUSES EN PROVISIONS	INCLUSES EN		INCLUSES EN RBE	INCLUSES EN	INCLUSES EN PROVISIONS	INCLUSES EN		
		RESULTAT SUR TITRES DE PARTICIPATION	POUR CREANCES DOUTEUSES	RESULTAT EXCEPTIONNEL		RESULTAT SUR TITRES DE PARTICIPATION	POUR CREANCES DOUTEUSES	RESULTAT EXCEPTIONNEL			
<b>BILAN</b>											
NOTE 16 : PROVISIONS ACTIF	-10,1		-112,6		-122,7	11,9		118,3		130,2	
NOTE 13 : PROVISIONS PASSIF	-10,4		-6,4		-16,8	7,7		11,7		19,4	
<b>TOTAL MENTIONNE SUR NOTES DE BILAN</b>	<b>-20,5</b>	<b>0,0</b>	<b>-119,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-139,5</b>	<b>19,6</b>	<b>0,0</b>	<b>130,0</b>	<b>0,0</b>	<b>149,6</b>	
<b>RESULTATS</b>											
NOTE 20 : INTERÊTS	-10,0				-10,0	11,5				11,5 (1)	
NOTE 22 : RESULTATS SUR PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION	-0,1				-0,1					0,0	
NOTE 21 : COMMISSIONS					0,0					0,0	
NOTE 19 : RESULTATS SUR PORTEFEUILLES DE PLACEMENT	-0,1				-0,1	0,8				0,8 (2)	
NOTE 23 : PRODUITS NETS PROMOTION IMMOBILIERE					0,0	0,2				0,2	
NOTE 25 : PROVISIONS PASSIFS SOCIAUX ET PRERETRAITES	-10,1				-10,1	7,0				7,0 (3)	
NOTE 26 : FRAIS GENERAUX	-0,2				-0,2	0,1				0,1	
NOTE 28 : COÛT DU RISQUE					0,0		83,5			83,5	
UTILISATIONS DE PROVISIONS			-119,0		-119,0		46,5			46,5 (4)	
NOTE 31 : TITRES DE PARTICIPATION					0,0					0,0	
NOTE 32 : RESULTAT EXCEPTIONNEL					0,0					0,0	
<b>TOTAL MENTIONNE SUR NOTES DE RESULTAT</b>	<b>-20,5</b>	<b>0,0</b>	<b>-119,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-139,5</b>	<b>19,6</b>	<b>0,0</b>	<b>130,0</b>	<b>0,0</b>	<b>149,6</b>	

(1) Reprises compensées à hauteur de 8,6 millions d'euros avec des pertes couvertes, l'ensemble étant inclus dans les montants mentionnés en note annexe n°20.

(2) Soit un produit net de 0,7 million d'euros dont 0,4 million d'euros sur les obligations et 0,3 million d'euros sur les actions.

(3) Inclues dans les frais de personnel.

(4) Compensées avec des pertes couvertes de même montant (note annexe n°28).

## NOTE 30 - RESULTAT SUR SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE

	juin-04	juin-03	déc-03	<i>(en millions d'euros)</i>	
				VARIATION juin-04 / juin-03	
				VALEUR	EN %
				ABSOLUE	
FINANCIERES	0,9	1,7	2,6	-0,8	-47,1
NON FINANCIERES	0,0	0,0	0,0	0,0	-
<b>TOTAL</b>	<b>0,9</b>	<b>1,7</b>	<b>2,6</b>	<b>-0,8</b>	<b>-47,1</b>

Aucune société non financière n'est consolidée par mise en équivalence. Concernant les sociétés financières, le résultat de 0,9 million d'euros en juin 2004 s'explique par la quote-part du groupe dans les bénéfices de la Banque Pouyanne (0,3 million d'euros) et de Dexia-CLF Banque (0,6 million d'euros contre 1,4 millions d'euros au 30 juin 2003 ; cette baisse de résultat liée à l'activité de cette société est toutefois conforme à son budget).

## NOTE 31 - GAINS ET PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISES

(en millions d'euros)

	juin-04	juin-03	déc-03	VARIATION VALEUR ABSOLUE	juin-04 / juin-03 EN %
RESULTAT SUR CESSION DE TITRES DE PARTICIPATION	0,0	3,1	3,0	-3,1	-100,0
RESULTAT SUR CESSION DE TITRES DE SOCIETES CONSOLIDEES	0,0	0,0	0,0	0,0	-
RESULTAT SUR CESSION DE TITRES D'INVESTISSEMENT	0,0	0,0	0,0	0,0	-
PROVISIONS SUR TITRES	0,0	0,0	0,1	0,0	-
<b>RESULTAT NET SUR TITRES</b>	<b>0,0</b>	<b>3,1</b>	<b>3,1</b>	<b>-3,1</b>	<b>-100,0</b>
PLUS-VALUES SUR CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	0,1	0,2	1,2	-0,1	-50,0
MOINS-VALUES SUR CESSIONS D'IMMOBILISATIONS	0,0	-0,1	-0,8	0,1	-100,0
<b>RESULTAT NET SUR IMMOBILISATIONS</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,4</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>RESULTAT NET SUR ACTIFS IMMOBILISES</b>	<b>0,1</b>	<b>3,2</b>	<b>3,5</b>	<b>-3,1</b>	<b>-96,9</b>

Le résultat net sur titres se décompose ainsi :

. Plus-values de cession	0,0
. Moins-values de cession nettes d'utilisations de provisions	0,0
. Dotations et reprises de provisions	0,0
<b>Résultat net</b>	<b>0,0</b>

Aucune opération majeure sur actifs immobilisés n'a marqué le premier semestre 2004.

Pour mémoire, le résultat de cession de l'exercice 2003 provient pour 3,0 millions d'euros des plus-values réalisées par la Société de Bourse Gilbert Dupont lors de cessions de titres "Euronext".

De même, la plus-value de cession d'immobilisation de 1,2 million d'euros sur l'exercice 2003 s'explique en grande partie par le résultat de cession du droit au bail d'une agence de la Banque Rhône-Alpes.

## NOTE 32 - RESULTAT EXCEPTIONNEL

	juin-04	juin-03	déc-03	<i>(en millions d'euros)</i>	
				VARIATION juin-04 / juin-03	
				VALEUR	EN %
				ABSOLUE	
RESULTAT EXCEPTIONNEL	4,1	0,0	0,0	4,1	-

Le résultat exceptionnel du premier semestre 2004 provient de l'écart de première consolidation de la Société Europe Lafayette.

## NOTE 33 - IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES

(en millions d'euros)

	juin-04	juin-03	déc-03	VARIATION juin-04 / juin-03	
				VALEUR ABSOLUE	EN %
IMPÔT COURANT	47,3	41,3	90,3	6,0	14,5
IMPÔT DIFFÉRE	14,8	10,2	18,2	4,6	45,1
<b>TOTAL IMPÔT</b>	<b>62,1</b>	<b>51,5</b>	<b>108,5</b>	<b>10,6</b>	<b>20,6</b>
DONT : IMPÔT CONCERNANT LE RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
IMPÔT CONCERNANT LES AUTRES NATURES DE RÉSULTAT	62,1	51,5	108,5	10,6	20,6

L'impôt courant représente l'impôt exigible au titre du résultat de l'exercice. L'impôt différé représente, à l'exception de celui inclus dans de nouveaux écarts d'acquisition, la différence entre l'ouverture et la clôture de l'exercice des stocks de différences temporaires (y compris les déficits reportables et amortissements réputés différés) valorisées au taux de l'impôt en vigueur l'année de l'imputation sur le résultat fiscal.

Il est à noter que, le résultat exceptionnel du premier semestre 2004 étant exclusivement composé d'un boni de première consolidation, celui-ci est net d'impôts.

### ANALYSE DE LA CHARGE FISCALE

La charge d'impôt du groupe s'analyse de la façon suivante par rapport au résultat avant impôts des sociétés intégrées globalement :

Résultat net avant impôts, amortissement des écarts d'acquisition et part dans le résultat des sociétés mises en équivalence, mais intérêts minoritaires inclus	181,4
<b>Taux normal d'imposition, y compris majorations temporaires</b>	<b>35,43%</b>
Différences permanentes	1,13%
Impact des entrées en périmètre	-0,79%
Différentiel de taux d'imposition sur profits taxés à l'étranger	-0,48%
Gain d'intégration fiscale	-0,65%
Différentiel sur éléments imposés à taux réduit	-0,06%
Autres éléments	-0,32%
<b>Taux effectif d'imposition du Groupe</b>	<b>34,26%</b>
Charge d'impôt effectivement comptabilisée	62,1

## NOTE 34 - AMORTISSEMENT DES ECARTS D'ACQUISITION

(en millions d'euros)

	juin-04	juin-03	déc-03	VARIATION juin-04 / juin-03 VALEUR ABSOLUE	EN %
<b>DOTATION NETTE</b>	<b>2,0</b>	<b>1,9</b>	<b>3,9</b>	<b>0,1</b>	<b>5,3</b>

Les principales dotations aux amortissements des écarts d'acquisition concernent la Banque Kolb (pour 0,6 million d'euros), la Banque Courtois (pour 0,6 million d'euros) et la Banque Laydernier (pour 0,5 million d'euros).



## NOTE 35 - INTERETS MINORITAIRES

(en millions d'euros)

	juin-04	juin-03	déc-03	VARIATION VALEUR ABSOLUE	juin-04 / juin-03 EN %
<b>PART DES MINORITAIRES DANS LE RESULTAT NET CONSOLIDE</b>	<b>2,7</b>	<b>2,6</b>	<b>5,5</b>	<b>0,1</b>	<b>3,8</b>

La part des intérêts minoritaires dans le résultat net consolidé provient des sociétés suivantes :

Société	juin-04	juin-03	déc-03
BANQUE TARNEAUD	1,5	1,6	3,0
TURGOT GESTION	0,0	0,0	0,4
BANQUE NUGER	1,0	0,9	1,8
ETOILE GESTION	0,2	0,1	0,3

## Contribution des activités et des sociétés au résultat net consolidé

Compte tenu des retraitements inhérents au processus de consolidation, les différentes sociétés du Groupe contribuent au résultat consolidé pour des montants qui peuvent être très différents des résultats sociaux. Le tableau ci-dessous indique donc la contribution réelle (après retraitements de consolidation) des sociétés au résultat consolidé, en part du Groupe, ces sociétés étant regroupées par type d'activité.

(en millions d'euros)

SOCIETES	CONTRIBUTION AU RESULTAT CONSOLIDE (PART DU GROUPE)		
	juin-04	juin-03	déc-03
CREDIT DU NORD	58,4	49,0	95,5
BANQUE RHÔNE-ALPES (1)	13,4	8,5	17,1
BANQUE TARNEAUD (1)	5,8	6,4	13,4
BANQUE COURTOIS (1)	12,7	11,4	21,6
BANQUE LAYDERNIER	4,1	3,7	7,8
BANQUE NUGER	1,9	1,6	3,3
BANQUE KOLB	3,2	2,9	4,8
NORBAIL IMMOBILIER	0,8	1,2	2,4
SOCIETE DE BOURSE GILBERT DUPONT	0,5	2,6	2,9
DEXIA-C.L.F. BANQUE	0,6	1,4	2,0
AUTRES SOCIETES	3,7	0,8	3,1
<b>SOUS-TOTAL ACTIVITE BANCAIRE</b>	<b>105,1</b>	<b>89,5</b>	<b>173,9</b>
ETOILE GESTION	6,9	4,6	11,5
<b>SOUS-TOTAL ACTIVITE GESTION D'ACTIFS</b>	<b>6,9</b>	<b>4,6</b>	<b>11,5</b>
ANTARIUS	3,5	2,2	5,0
<b>SOUS-TOTAL ACTIVITE ASSURANCE</b>	<b>3,5</b>	<b>2,2</b>	<b>5,0</b>
<b>TOTAL TOUTES ACTIVITES</b>	<b>115,5</b>	<b>96,3</b>	<b>190,4</b>

(1) Comptes consolidés

### PART DES ACTIVITES DANS LE RESULTAT D'ENSEMBLE

ACTIVITE BANCAIRE	91,0%	92,9%	91,3%
GESTION D'ACTIFS	6,0%	4,8%	6,1%
ASSURANCE	3,0%	2,3%	2,6%

Au premier semestre 2004, l'activité bancaire a consolidé les excellents résultats enregistrés en 2003. La plupart des banques du Groupe ont augmenté leur contribution au résultat d'ensemble. L'activité d'intermédiation bancaire classique demeure très prépondérante en termes de résultat net, part du groupe, puisqu'elle en représente plus de 90%.

Par ailleurs, l'activité de gestion d'actifs a vu sa contribution au résultat d'ensemble augmenter en raison du redressement des marchés financiers. Enfin, l'activité d'assurance a encore enregistré une nette progression par rapport au premier semestre 2003, du fait du succès rencontré par ces produits auprès de la clientèle du Groupe Crédit du Nord.

Il est intéressant de remarquer que ces deux dernières activités ont vu leur contribution osciller entre 18,0% (en 2000, lors de l'euphorie boursière) et 5,0% (en 2002, au plus bas des marchés). Le premier semestre 2004, avec une contribution de 9,0% au résultat d'ensemble, reflète donc bien le niveau moyen des marchés financiers.

**Rapport sur l'examen limité des comptes semestriels consolidés**  
**(Articles L. 232-7 du Code de commerce et 297-1 du décret du 23 mars 1967)**  
**Période du 1<sup>er</sup> janvier 2004 au 30 juin 2004**

En notre qualité de commissaires aux comptes et en application de l'article L. 232-7 du Code de commerce, nous avons procédé à :

- l'examen limité du tableau d'activité et de résultats consolidés, présenté sous la forme de comptes consolidés intermédiaires de la société Crédit du Nord, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2004, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel.

Ces comptes intermédiaires consolidés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué cet examen selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences limitées conduisant à une assurance, moins élevée que celle résultant d'un audit, que les comptes intermédiaires consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit, mais se limite à mettre en œuvre des procédures analytiques et à obtenir des dirigeants et de toute personne compétente les informations que nous avons estimées nécessaires.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard des règles et principes comptables français, la régularité et la sincérité des comptes intermédiaires consolidés et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe de l'annexe "Principes et méthodes comptables" qui expose les changements de méthodes comptables résultant de l'application :

- de la recommandation 2003-R01 du Conseil National de la Comptabilité, relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires
- d'une méthode préférentielle de comptabilisation de certaines commissions.

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport semestriel commentant les comptes intermédiaires consolidés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes intermédiaires consolidés.

Le 29 juillet 2004

Les Commissaires aux comptes

**DELOITTE TOUCHE TOHMATSU-AUDIT**

**BARBIER FRINAULT & AUTRES  
ERNST& YOUNG**

**José-Luis GARCIA**

**Isabelle SANTENAC**